COALITION SOLIDARITÉ BRÉSIL

BAROMÈTRE D'ALERTE SUR LA SITUATION DES DROITS HUMAINS AU BRÉSIL

→ BILAN 2019-2022

LE BRÉSIL RÉSISTE. LUTTER N'EST PAS UN CRIME !

COALITION SOLIDARITÉ BRÉSIL

BAROMÈTRE D'ALERTE

→ Introduction 3

Violences contre les populations

→ Fiche 1 : Violence contre les populations noires 5

→ Fiche 2 : Violences faites aux femmes 9

→ Fiche 3 : LGBTQI+ 13

→ Fiche 4 : Peuples autochtones 18

→ Fiche 5 : Violation des droits humains et résistance des migrants au Brésil 23

Atteintes aux droits fondamentaux

→ Fiche 6 : Accès à la terre 27

→ Fiche 7 : Sécurité Alimentaire 31

→ Fiche 8 : Travail 35

→ Fiche 9 : Environnement 39

→ Fiche 10 : Éducation 44

Espaces de démocratie

→ Fiche 11 : Violence politique 50

→ Fiche 12 : Violence contre la liberté de presse 53

→ Fiche 13 : Culture 56

→ QUE NOUS DIT CE BAROMÈTRE ? 61

→ Infographie 66

INTRODUCTION

Mobilisée depuis décembre 2018, la Coalition Solidarité Brésil poursuit son travail de sensibilisation en France et en Europe **en publiant la troisième édition du Baromètre d'alerte sur la situation des droits humains au Brésil.** Regroupant 17 organisations de solidarité internationale agissant pour la défense de la démocratie, des droits humains et de l'environnement, la Coalition Solidarité Brésil se donne pour mission de faire écho aux cris d'alarme des organisations et mouvements sociaux au Brésil. Loin de se taire, ceux-ci se font toujours plus pressants et solidaires.

L'édition 2022 est publiée en amont des élections présidentielle, législatives et des gouverneurs aux niveaux fédéral et des États. Alors que la « saison électorale » sera pleinement engagée, la troisième édition du Baromètre revient sur les quatre dernières années pour mettre en lumière des informations et des données trop souvent « invisibilisées ».

Le constat fait début 2021, à mi-parcours du mandat de Jair Bolsonaro, était sans appel. Celui à la fin de son mandat est plus inquiétant encore : **les violences, violations des droits et inégalités ne font qu'augmenter, ciblant en particulier les populations historiquement les plus exclues,** dont font partie les peuples autochtones et quilombolas, les communautés paysannes, les femmes, les populations noires et LGBTQI+, les habitant·e·s des périphéries...

Aucune donnée de ce baromètre n'est produite par les organisations membres de la Coalition Solidarité Brésil. Le courage, le professionnalisme et la ténacité sont ceux des organisations de la société civile brésilienne sur le terrain. Elles travaillent à récolter les informations et à documenter les violations des droits humains, à les analyser avec grande rigueur, au péril de leur vie et en porte-à-faux d'un gouvernement qui a redoublé d'efforts au long de son mandat pour fragiliser la production d'informations et

>

> statistiques fiables, soient-elles émises par l'académie, la société civile ou les organes de l'État. **Nous rendons ici hommage aux personnes assassinées dans le cadre de leur travail**, telles que Bruno Pereira et Dom Phillips, début juin 2022.

Ce Baromètre d'alerte sur la situation des droits humains au Brésil est **un outil de conscientisation et d'interpellation.** Il se veut généraliste en abordant treize thématiques clefs et il nous parle des résistances quotidiennes. Il met en valeur celles et ceux qui au quotidien se mobilisent pour défendre la mémoire, la justice et les droits des populations. Un encadré par fiche met en exergue une action concrète de la société civile sur chacune de ces thématiques.

Votre lecture pourra se poursuivre en ligne, où un dynamomètre présente diverses campagnes brésiliennes menées par nos partenaires, mais aussi celles d'autres acteurs qui œuvrent pour la protection des droits humains, de la planète et du « bien vivre ». Cette liste reste non exhaustive et ouverte. Vous pouvez la compléter en rejoignant la « Brésistance » ! À la lecture de ce baromètre, la Coalition vous invite à prendre le relais et à le diffuser autour de vous. Chacun·e peut aussi participer et organiser un temps d'animation interactif sur le Brésil, sur la base des informations mises à jour ici, en s'inscrivant sur le site lebresilresiste.org.

LE BRÉSIL RÉSISTE

LUTTER N'EST PAS UN CRIME !

NOUS, ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE FRANÇAISE, SOMMES SOLIDAIRES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE BRÉSILIENNE.

Midia Ninja

01 Baromètre d'alerte

VIOLENCE CONTRE LES POPULATIONS NOIRES

Après avoir atteint le chiffre record de 59 128 homicides pour l'année 2017, les données sur la violence au Brésil entre les années 2018 et 2021, consolidées par le Forum Brésilien de la Sécurité Publique, montrent une baisse prononcée de celles-ci. Si les chiffres restent encore très élevés, **on observe en 2021 une baisse de plus de 28 % du nombre de victimes létales** (41 069 homicides) par rapport à 2018[1].

Cette réduction cache néanmoins la permanence d'une structure sociale faite d'inégalité et d'arbitraire. D'une part, la réduction globale du taux d'homicides s'est concentrée beaucoup plus sur la population non noire que sur la population noire. De l'autre, la violence meurtrière des forces de l'ordre au Brésil a atteint un nouveau record.

En 2020, les personnes noires représentaient 76,2 % des victimes d'homicide, avec un taux de 29,2 homicides pour 100 000 habitants. En >

1. Baromètre d'alerte sur la situation des droits humains au Brésil 2019.

76,2 % DES PERSONNES ASSASSINÉES au Brésil sont noires. La probabilité qu'une personne noire soit assassinée dans le pays est **2,6 FOIS PLUS ÉLEVÉE** que pour une personne non noire.

> comparaison, le taux pour les personnes non noires était de 11,2 pour 100 000. **Il est donc 2,6 fois plus probable qu'une personne noire soit assassinée qu'une personne non noire au Brésil.** De même, en 2021, les femmes noires représentaient 61,8 % de toutes les victimes de féminicides au Brésil[2].

Si Bolsonaro cherche à capitaliser électoralement sur cette chute du taux d'homicides, on observe entre 2018 et 2020 une forte augmentation du nombre d'assassinats commis par les forces de l'ordre dans le pays. **Les données disponibles montrent que, chaque année, les polices brésiliennes — militaires et civiles — tuent davantage**[3]. En 2020, le pays a compté jusqu'à 17,6 décès par jour[4]. Ce sont 6 416 victimes des violences policières (soit 3,9 % d'augmentation par rapport à 2018[5] et 24 % pour 2017), ce qui correspond à 12,8 % de l'ensemble des morts violentes intentionnelles du pays.

Comme pour l'ensemble des homicides, cette violence policière est ciblée. En analysant les statistiques de 2020, on constate que 78,9 % des victimes étaient noires. Un taux comparable à celui de 2019 (79,1 %), en légère augmentation par rapport à 2018 (75,4 %). La stabilité de l'inégalité raciale inhérente à la létalité policière au cours des dernières décennies est l'expression même du déni des droits fondamentaux auxquel est soumise la population noire dans le pays.

Les personnes noires sont d'ailleurs statistiquement surreprésentées parmi les victimes de létalité policière. Alors que près de 79 % des victimes sont des personnes noires, celles-ci ne représentent que 56,3 % de la population brésilienne. Cela revient à dire que **la létalité policière à l'encontre de la population noire est 2,8 fois plus élevée que pour la population blanche**[6]. Des inégalités similaires sont observées dans le profil de la population carcérale du pays, dont deux tiers des 673 614 personnes privées de liberté en 2021 sont noires[7].

Différentes clés d'analyse permettent de comprendre l'ampleur et le caractère politique de l'évolution de ces violences policières dans la dernière période. Durant son mandat, le président **Jair Bolsonaro ne s'est jamais exprimé au sujet des victimes de violences policières.** Un silence retentissant dans certains cas, comme celui de João Pedro, 14 ans, tué par balles lors d'une opération de police le 18 mai 2020, ce qui a conduit le Tribunal Suprême Fédéral à prendre des mesures pour interdire les opérations pendant la pandémie.

2. « A violência contra pessoas negras no Brasil », infographie du Forum Brésilien de la sécurité publique, 2021.
3. « Au-delà du monopole de la violence légitime », Observatoire de la démocratie brésilienne, mars 2020.
4. Annuaire Brésilien de Sécurité Publique, 2021.
5. Baromètre d'alerte sur la situation des droits humains au Brésil, 2019.
6. Voir l'infographie de l'Annuaire Brésilien de Sécurité Publique 2021 préparée par le Forum Brésilien de Sécurité Publique.
7. Enquête nationale sur les informations pénitentiaires. Ministère de la Justice et Sécurité Publique du Brésil.

Midia Ninja

La diffusion et intensification d'un discours qui exalte la brutalité et la violence policière contre la criminalité s'est traduite en politique publique pendant le gouvernement Bolsonaro. À titre d'exemple, le ministère de la Famille, de la Femme et des Droits humains, dirigé par Damares Alves, a supprimé les données sur les violences policières du rapport 2019 du gouvernement sur les plaintes reçues par le ministère via des appels téléphoniques anonymes[8].

Face à ce qu'elles appellent un génocide de la population noire, **des mères et familles des victimes de ces violences policières se mobilisent sans répit pour que ces crimes ne restent pas impunis et ne se reproduisent plus.** Elles font entendre leurs voix, dénonçant le climat de terreur qui règne dans les quartiers populaires et la violence qui vise en particulier les jeunes noir.e.s. Elles se mobilisent pour la mémoire de ces enfants assassiné.es et pour obtenir justice de la part d'un État de plus en plus sourd à leurs demandes. **Plutôt qu'une réponse militarisée, elles plaident pour des politiques publiques garantissant un accès équitable aux droits.**

8. Voir des articles de la presse brésilienne comme ceux publiés par le journal *O Globo, Estadão* ou le magazine *Carta Capital*.

>

« Nos cicatrices ne seront jamais effacées. Nous renforcer sans cesse est notre programme, sans romantiser le combat, qui a toujours été ardu. Ils ont essayé de nous enterrer, mais ils ont oublié que nous sommes des graines. »

Débora Silva Maria (fondatrice du Mouvement mères de mai et du Réseau national des mères des victimes de la violence policière) dont le fils a été assassiné en mai 2006 à Santos.

Exemple de RÉSISTANCE

INSTITUT MARIELLE FRANCO

L'Institut Marielle Franco est une organisation à but non lucratif créée par la famille de la conseillère municipale assassinée en mars 2018. L'institut cherche à inspirer, connecter et donner les moyens aux femmes noires, LGBTQIA+ et apparentées de continuer à faire bouger les structures de la société pour un monde plus juste et égalitaire.

Parmi ses activités, il est important de souligner la publication d'une bande dessinée sur les origines et les premiers pas de Marielle Franco, son enfance et son adolescence. Il s'agit d'un outil pour inspirer des milliers de jeunes (de tous âges) à s'engager pour la justice sociale.

Par ailleurs, une enquête inédite auprès des candidates au poste de conseillère municipale a été menée en 2020. Cette enquête a identifié les types de violence qu'elles subissent et les auteurs de ces violences. Parallèlement à cette recherche, l'institut a lancé la plateforme *Não Seremos Interrompidas* (Nous ne serons pas interrompues), afin de faire pression pour que des mesures concrètes soient prises pour lutter contre la violence politique à l'encontre des femmes noires. •

Nezia Franklin

02 Baromètre d'alerte

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

La violence de genre, malgré sa gravité, n'est que peu visible au sein de la société brésilienne. Les progrès sont acquis grâce aux mouvements sociaux et via des travaux de recherche. Plus qu'une épidémie, le Forum de la Sécurité Publique Brésilien parle « **d'hyperendémie**[9] », pour qualifier la violence de genre au Brésil, ce terme de santé publique étant employé ici pour désigner le maintien à des niveaux élevés d'une maladie sociale qui se manifeste avec fréquence.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : **1 femme de plus de 16 ans sur 4 a été victime d'un type de violence ou agression en 2021**, soit 17 millions de femmes ayant souffert d'une forme de violence physique, psychologique ou sexuelle. Par ailleurs, **37,9 % des femmes ont été victimes d'un type d'harcèlement sexuel en 2021,** soit 26,5 millions de femmes[10].

9. « Visible et invisible : la victimisation des femmes au Brésil », Forum Brésilien de Sécurité Publique 3e édition, 2021.

10. *Ibid.*

>

1 femme SUR 4

de plus de 16 ans a été victime d'un type de violence ou agression en 2021.

> En quatre ans de présidence de Bolsonaro, les droits des femmes et les politiques publiques qui leur sont dédiées ont subi de graves reculs. Les discours misogynes du président et de ses allié.es (autour de la place de la femme au travail, dans les espaces publiques, dans la famille ou dans le monde politique) alimentent une vision de la femme comme objet à dominer. Une comparaison des données entre 2018 et 2021 montre combien la situation des femmes est loin de s'être améliorée au cours de ce mandat.

> Violence sexuelle : **en 2021 une femme est victime d'un viol toutes les 10 minutes**[11]. Ce sont 56 098 femmes, contre 53 726 femmes en 2018[12], **soit une augmentation de 4,4 %.**

> Féminicides (l'assassinat d'une femme pour le fait d'être femme) : **1 319 féminicides étaient comptabilisés en 2021**[13] **soit une augmentation de 9,4 % par rapport au** 1 206 femmes tuées en 2018[14]. Il faut noter par ailleurs que les données de 2021 sont sans doute sous-estimées, en raison des difficultés d'accès aux canaux de dénonciation en temps de pandémie.

La crise sanitaire a rendu le combat de la violence encore plus difficile, car les femmes ont cohabité plus de temps avec leurs agresseurs (qui, dans 7 cas sur 10, est connu de la victime), ont souffert d'un plus grand isolement et ont eu moins de possibilités d'accès à des réseaux de soutien[15].

Autre effet de la pandémie, **la surcharge domestique et une précarisation des conditions de vie,** qui vont souvent de pair avec la violence. Ainsi, 50,9 % des femmes (contre 37,2 % des hommes) disent avoir connu des niveaux de stress à la maison plus élevés durant la pandémie[16]. Par ailleurs, 61,8 % des femmes qui ont souffert de violence en 2021 affirment que le revenu familial a diminué dans la même période[17].

Une perspective intersectionnelle est nécessaire pour aborder le combat contre la violence de genre. **Or, de nombreux facteurs, comme le l'âge, la couleur de peau, l'orientation sexuelle et l'identité de genre ne sont pas assez pris en compte dans le combat contre la violence de genre.** Les enfants, jeunes filles, femmes noires, femmes trans et travesties[18] sont proportionnellement plus exposées à des situations de vulnérabilité et donc victimes de violences (inégalités socioéconomiques, intolérance religieuse, discriminations au travail ou dans les lieux publics, etc.)[19].

Malgré ces données alarmantes, **le ministère de la Femme, de la Famille et des Droits humains n'a utilisé en 2021 que 51,6 % du**

11. Violence contre les femmes en 2021, Forum Brésilien de Sécurité Publique, 8 mars 2022.
12. Annuaire Brésilien de Sécurité Publique 2019 (données de 2018), Forum Brésilien de Sécurité Publique.
13. Violence contre les femmes en 2021, Forum Brésilien de Sécurité Publique, 8 mars 2022.
14. Annuaire Brésilien de Sécurité Publique 2019 (données de 2018), Forum Brésilien de Sécurité Publique.
15. « La violence contre les femmes et filles est une pandémie invisible », ONU femmes, avril 2020.
16. « Visible et invisible : la victimisation des femmes au Brésil », Forum Brésilien de Sécurité Publique 3e édition, 2021.
17. *Ibid.*
18. Travestie est une identité féminine et revendiquée par les mouvements de défense des droits.
19. « Visible et invisible : la victimisation des femmes au Brésil », Forum Brésilien de Sécurité Publique 3e édition, 2021.

Marianna Cartaxo / Midia Ninja

budget alloué[20]. La faible exécution des politiques destinées aux femmes est une tendance observée tout au long du mandat de l'actuel gouvernement : en 2020 déjà, seul 30 % du budget dédié avait été utilisé.

De plus, la majeure partie du budget est destinée à des actions dans le domaine de la sécurité publique ou de la justice, alors que la lutte contre la violence est un phénomène plus complexe qui nécessite un ensemble d'actions conjuguées à même de rompre le cycle de violence (des politiques d'accueil, d'appui psychologique, de prévention, etc.)[21]. Enfin, les organisations de la société civile brésilienne pointent l'effet négatif des modifications de la législation sur le port des armes : plus de 30 décrets et actes normatifs présidentiels ont été publiés depuis janvier 2019, aggravant les possibilités de violence domestique.

En dépit de tous ces reculs et oppressions, **les femmes s'organisent et prennent la tête de réseaux de solidarité et de mouvements sociaux** dans les périphéries urbaines, en milieu rural ou dans les communautés traditionnelles et autochtones. Elles se positionnent politiquement et parviennent à conquérir des espaces historiquement occupés par des hommes pour défendre leurs droits. Elles développent des stratégies de défense et de lutte contre toutes les formes de violence et réclament la pleine application de la loi Maria da Penha de 2006 contre les violences domestiques et familiales à l'égard des femmes. Certaines organisations choisissent également de travailler avec les hommes pour les aider à déconstruire le modèle de masculinité toxique dominant et trouver les voies d'une masculinité alternative. >

20. En 2021, 71 millions de reais (environ 11 millions d'euros) ont été dépensés, soit 100 % du montant prévu par la loi budgétaire annuelle. Cependant, en regardant le détail, 49,4 % de ce qui a été dépensé provient de contrats signés des années antérieures et constitue donc un reste à payer. Le ministère n'a par conséquent dépensé en 2021 que 51,6 % du budget qui lui était alloué, négligeant notamment des initiatives comme la « Maison de la femme brésilienne », pour qui seulement 1 million de reais ont été dépensés (155 000 euros environ), sur les 21,8 millions autorisés. Source : « Note technique du budget des politiques publiques pour les femmes 2019-2021 », Carmela Zigoni, INESC, mars 2022.

21. « La mauvaise exécution du budget menace les politiques de lutte contre la violence faite aux femmes en 2022 », novembre 2021, *Gênero e Número*.

« Ce n'est qu'avec un réseau fort, articulé et structuré que nous pourrons affronter réellement les situations de violence et réaliser un travail préventif. »

Thaís Pereira Siqueira, psychologue coordinatrice de l'initiative Loupe féministe contre le féminicide.

Exemple de RÉSISTANCE

"NE SONGE MÊME PAS À ME TUER !"

Face à l'augmentation des cas de féminicide au Brésil, une articulation composée de plus de 500 mouvements féministes et organisations de femmes a été créée au Brésil. Le front « Lève-toi féministe face au féminicide » a décidé de sensibiliser, mobiliser et dénoncer l'absence de mesures effectives de l'État pour protéger la vie des femmes. Une campagne nationale intitulée « Ne songe même pas à me tuer. Qui tue une femme, tue l'humanité », ayant pour symboles la couleur jaune et le tournesol, a donc été lancée en mars 2021 pour dénoncer la culture de haine dont les femmes sont victimes. Elle réunit des femmes revendiquant des identités très diverses (noires, autochtones, traditionnelles, des périphéries, des campagnes et des villes, lesbiennes, bisexuelles ou trans, etc.).

Cette campagne a permis de réaliser aux niveaux national, régional et local, des audiences publiques, des manifestations et actions dans l'espace public et sur les réseaux sociaux, des actions en justice, la présentation de projets de loi, ainsi qu'une analyse critique du Plan national de lutte contre le féminicide publié tardivement par le gouvernement en décembre 2021. À travers toutes ces actions, l'articulation féministe rend visible et urgent le combat contre les féminicides et la prise de responsabilités de l'État brésilien. •

LGBTQI+

En près de trente ans de vie politique, le président **Jair Bolsonaro** n'a jamais caché son **hostilité** envers les **populations LGBTQI+**[22], comme en témoignent ses **innombrables saillies homotransphobes.** Lors des élections présidentielles de 2018, il a pris pour cibles les **mouvements féministes et LGBTQI+**, les présentant comme une menace pour la **« famille traditionnelle brésilienne »** et pour **l'ordre moral chrétien**. Un rapport de *Gênero e Número* souligne que **51 % des personnes LGBTQI+ interrogées** affirment avoir subi **au moins une agression** (dont **83 % dans des espaces publics**) pendant la période électorale[23]. Selon ses auteur·ice·s, ces chiffres révèlent avant tout une « *une expression du processus bien plus ample de* ***légitimation des discours discriminatoires et offensifs*** », portée en premier lieu par le candidat Bolsonaro[24].

Le Brésil reste officiellement en 2022 le pays où l'on tue le plus de personnes LGBTQI+ au monde. Le dernier recensement du *Grupo Gay*

22. Nous parlons ici des lesbiennes, gays, bisexuel·le·s, trans/travestis, intersexes, *queer* et plus, regroupé·e·s sous le sigle LGBTQI+.

23. BULGARELLI, Lucas *et al.,* « Violence contre les LGBTs+ dans le contexte électoral et post-électoral » [PDF en ligne], *Gênero e Número*, 2019.

24. *Ibid*, p.61

74 %

des Brésilien·ne·s pensent que l'homosexualité « DOIT ÊTRE ACCEPTÉE par la société » selon une étude de Datafolha en 2018[25].

> *da Bahia* fait ainsi état de **300 individus** issus de la communauté *queer* **tués** ou **poussés au suicide** en **2021** — soit **une personne toutes les vingt-neuf heures**[26]. Si les **personnes trans** représentaient **76 %** des victimes de mort violente de LGBTQI+ en 2020[27], **les homosexuels** sont le groupe le plus atteint par la violence létale en **2021** et **en nombre absolu** depuis **quarante ans**[28]. La même année, l'Association Nationale des Travestis et Transexuel·les (ANTRA) déplore dans son dernier rapport **l'assassinat de 140 personnes trans** — soit une augmentation de **141 %** par rapport à 2008[29]. Entre 2017 et 2021, **80,6 %** d'entre elles étaient **noires ou métisses** et se trouvaient en situation de **grande précarité**[30].

L'exposition quotidienne à la violence de la population LGBTQI+ s'est conjuguée ces deux dernières années à celle du **virus de la Covid-19**. Dans son enquête datant de 2021, *Gênero e Número* révèle que cette population a été **financièrement et psychiquement précarisée** pendant la pandémie : **6 personnes LGBTQI+ sur 10** ont **perdu une source fixe de revenu, 4 sur 10** ont basculé dans une situation d'**insécurité alimentaire** et plus de la moitié ont connu une **détérioration de leur état de santé mentale.** Au sein de la communauté *queer*, les **trans et travestis** ainsi que les **LGBTQI+ racisé·e·s** sont les catégories **les plus impactées** par la crise sanitaire[31].

Même si le professeur en droit Renan Quinalha ne constate pas de « ***changement formel*** *dans la garantie* ***des droits***[32] » de la population LGBTQI+ depuis l'arrivée de Jair Bolsonaro au pouvoir, il affirme néanmoins que le **débat public** sur le genre et la sexualité au Brésil a été « ***contaminé*** » par un « ***obscurantisme pervers*** *qui a déjà produit des* ***conséquences dans l'imaginaire brésilien***[33] ». Cet obscurantisme se manifeste notamment dans la **ligne conservatrice et rétrograde** de la ministre de la Femme, de la Famille et des Droits Humains, la **pasteure évangélique Damares Alves.** Ancien pilier du **lobby chrétien** au Parlement, elle a affirmé par le passé qu'il existait une **« *dictature gay***[34] **»** au Brésil, **a accusé les associations LGBTQI+** de promouvoir **« *l'idéologie de genre***[35] **»**

25. Cité par TAVARES, Joelmir. « Pour 74 %, l'homosexualité doit être acceptée par la société » [en ligne], *Folha de São Paulo*, 27/10/2018.
26. MOTT, Luiz *et al.* « Morts violentes de LGBTI+ au Brésil - Rapport de 2021 » [PDF en ligne], *Grupo Gay da Bahia*, mars 2022, p.2. L'association rappelle que leurs chiffres sont probablement sous-estimés, car elle ne prend en compte que les meurtres qui ont été notifiés sur les réseaux sociaux, dans les médias et dans les commissariats.
27. MOTT, Luiz *et al.* « Observatoire des morts violentes de LGBTI+ au Brésil en 2020 » [PDF en ligne], *Grupo Gay da Bahia,* 2021. En 2021, l'espérance de vie d'une femme trans au Brésil était de 35 ans, contre 80 ans pour une femme cisgenre. Voir : ALVES, Juliana. « "L'espérance de vie d'une femme trans au Brésil est comparable à celle du Moyen Âge", affirme une avocate », CNN Brasil, 21/06/2021.
28. MOTT, Luiz *et al.* « Morts violentes de LGBTI+ au Brésil - Rapport de 2021 », doc. cit., p.34.
29. BENEVIDES, Bruna G *et al.* « Dossier sur les assassinats et les violences contre les travestis et transexuelles brésiliennes en 2021 », ANTRA, 2022, p.31.
30. *Ibid*, p.51.
31. PEREIRA, Bru *et al.*, « Diagnostic des LGBT+ pendant la pandémie - 2021 » [PDF en ligne], *#VoteLGBT*, juin 2021.
32. QUINALHA, Renan. « Les droits des LGBT sous le gouvernement Bolsonaro » [en ligne], *Le Monde diplomatique* Brasil, 31/06/2019.
33. *Ibid.*
34. Rédaction du *Diário do Nordeste*, « Damares Alves : les phrases polémiques de la future ministre de la Femme et des Droits humains », *Diário do Nordeste*, 12/12/2018.
35. L'expression « idéologie de genre » (parfois aussi appelée théorie du genre) est un argument rhétorique servant à

Midia Ninja

et a milité **contre le droit à l'avortement.** Une fois entrée au gouvernement, elle a soutenu des groupes favorables aux **thérapies de conversion**[36], exclu les **familles homoparentales** d'une campagne officielle de son ministère et n'a pas **dépensé un seul réal en faveur de politiques publiques** destinées aux populations **LGBTQI+** en 2020[37].

Malgré un **climat politique plus que défavorable,** des **avancées** en matière de droits et d'inclusion sont à noter depuis 2019 : **criminalisation de l'homophobie et de la transphobie** par le Tribunal Suprême Fédéral[38] ; **levée de l'interdiction** pour les minorités sexuelles et de genre de donner leur sang[39] ; application de la loi **Maria da Penha** contre les **violences domestiques** faites sur les **femmes trans**[40] ou encore **record mondial** de candidatures de trans et travestis aux **élections municipales** de 2020[41]. Triomphalement élue conseillère municipale de São Paulo cette année-là, la militante noire et travesti **Erika Hilton** est aujourd'hui à la tête de la **Commission des Droits humains** de la plus grande métropole d'Amérique latine. Son mandat est marqué par une variété d'**actions concrètes** en faveur de celles et ceux qui sont traditionnellement **exclu·es des politiques publiques** : population trans, réfugié·e·s, sans-abri, travailleur·euse·s du sexe, habitant·es des périphéries…[42] En 2021, le prestigieux magazine états-unien *Time* l'élève au rang de « leader de la nouvelle génération[43] ».

discréditer non seulement les mouvements féministes mais aussi l'existence de l'identité de genre en elle-même.

36. PUTTI, Alexandre. « Damares reçoit un groupe d'ex-gays et de psychologues qui défendent la thérapie LGBT » [en ligne], *Carta Capital*, 28/08/2019.

37. CARVALHO, Igor. « Damares n'a dépensé que 53 % des ressources disponibles pour son ministère en 2020 » [en ligne], *Brasil de Fato*, 27/01/2021 et MINERVINO, Thiago. « Bolsonaro ignore les droits LGBT dans son plan de gouvernement » [en ligne], *Observatorio G*, 2019.

38. OLIVEIRA, Mariana. « Le STF permet la criminalisation de l'homophobie et de la transphobie » [en ligne], *G1*, 13/06/2019.

39. OLIVEIRA, Joana. « En une décision historique : le Tribunal Suprême Fédéral renverse la restriction de don du sang des homosexuels », *El País Brasil,* 08/05/2020.

40. CESAR, Caio. « Maria da Penha s'applique également aux violences domestiques contre les femmes trans » [en ligne], *Carta Capital*, 07/04/2022.

41. RUPP, Isadora. « Le pays le plus transphobe du monde détient le record de candidatures de personnes trans en 2020 » [en ligne], *El País Brasil*, 12/11/2020.

42. Voir son site internet qui recense ses actions : www.erikahilton.com.br

43. NUNGENT, Ciara. « Cette femme politique trans se bat pour le changement au Brésil — malgré les dangers » [en ligne], *Time Magazine*, 13/10/2021.

>

« Je fais partie d'un Brésil qui est très certainement celui que le gouvernement ne souhaite pas montrer. Mais pourtant, c'est un Brésil qui existe ! C'est celui des travestis [...] Le Brésil est le pays du football, mais c'est aussi le pays des travestis ! »

Linn da Quebrada, chanteuse et actrice travesti

Exemple de RÉSISTANCE

COLLECTIF TIBIRA : RÉSISTER ET (RÉ)EXISTER EN TANT QU'AUTOCHTONE LGBTQI+

Fondé en pleine **montée du bolsonarisme** en **2018** par des **jeunes LGBTQI+** issu·e·s de différents **peuples autochtones du Brésil**, le **Collectif *Tibira*** entend depuis faire **peser leurs revendications**. Il tire son nom de celui d'un **guerrier intersexe et homosexuel** de l'actuel État du Maranhão, le premier à être **condamné à mort** dans l'histoire du Brésil pour **pratique sexuelle jugée déviante** aux yeux du pouvoir colonial[44]. Actif sur les réseaux sociaux, le Collectif a su gagner en notoriété en participant à de nombreux **webinaires**, à des **campagnes publicitaires** ou encore à de **grands événements** à l'image de l'*Acampamento Terra Livre* (Campement Terre Libre), qui a lieu chaque année à Brasilia.

Dans un pays caractérisé par les **violences structurelles racistes et hétérosexistes**, dirigé par un gouvernement favorisant **l'invasion des terres des peuples autochtones,** ces militant·e·s incarnent la nécessité d'une **lutte intersectionnelle** au sein des **mouvements sociaux brésiliens**. Le Collectif *Tibira* dénonce non seulement **le racisme** que ses militant·e·s subissent dans le mouvement LGBTQI+ et en milieu urbain, mais aussi l'homotransphobie au sein de leur communauté d'origine : « *Être **autochtone et LGBT** comme moi exige de **lutter doublement** : nous sommes victimes de LGBTphobie dans nos villages et quand nous sommes ailleurs, victimes de racisme*[45] », explique Kiga, cofondatrice du collectif.

À travers leurs publications, les militant·e·s de *Tibira* tentent de déconstruire les

44. TESTONI, Marcelo. « La première victime d'homophobie documentée au Brésil était un indien mort en 1613 » [en ligne], *Universa*, 01/04/2019.

45. PUCHERAL, Élie, « Identités, culture et résistance dans un Brésil en crise (2013 - 2021) : approche géopolitique des résistances des groupes minoritaires brésiliens au bolsonarisme, à la nécropolitique et à la colonialité du pouvoir », Mémoire de master en géopolitique de la culture, sous la direction de Juliette Dumont et Laurent Martin, Paris, Université Sorbonne Nouvelle, p.100.

Mídia Ninja

nombreux préjugés et **stéréotypes** à la fois sur les **peuples autochtones** et sur la **communauté LGBTQI+**. L'une de ces idées est que l'homosexualité ou la trans-identité n'existeraient pas au sein de leurs *aldeias* (villages) : « *D'un côté, dans la tête des gens, **être LGBT est quelque chose de récent,** de l'ordre de la **mode** et de la **modernité**. De l'autre côté, dans leur imaginaire, être autochtone appartient au passé. Ils ne comprennent pas que l'on peut l'**être les deux en même temps !***[46] » observe ainsi Kiga. Dans un mouvement ***queer*** dominé à bien des égards par des hommes cisgenres, blancs et gays issus des centres urbains, leur page Instagram leur permet de créer un **espace de représentativité** en offrant une plus grande visibilité aux **Autochtones LGBTQI+** et à **leurs préoccupations spécifiques** : « *On a créé ce compte non seulement pour nous faire connaître, pour nous **"empuissancer"**, pour permettre aux personnes concernées de trouver une **plateforme de soutien**, mais aussi pour **nous faire respecter** [...]. On met en valeur des textes originaux et des réflexions à propos du fait d'être autochtone et LGBTI*[47] », précise Kiga.

Imaginé comme un **« réseau de résistance »** permettant aux jeunes autochtones LGBTQI+ de se **« fortifier »**, le Collectif *Tibira* a réussi à s'**imposer dans le paysage militant national**. Il dénonce à la fois les **crimes racistes et homotransphobes** qui touchent leur communauté et l'**augmentation considérable** des **invasions illégales** de leurs **terres ancestrales** depuis l'arrivée de Jair Bolsonaro au pouvoir. •

46. *Ibid*, p.101.

47. *Ibid*, p.103.

04 Baromètre d'alerte

PEUPLES AUTOCHTONES

Durant ses trente années de carrière politique, Jair Bolsonaro n'a pas cessé d'**attaquer frontalement** les **populations autochtones** et la **légitimité de leurs terres**, pourtant garantie par la Constitution de 1988. Ses innombrables **saillies** d'un **racisme infantilisant**, mêlées au discours **développementaliste** et à une **gouvernance ouvertement anti-indigène**, ont mis directement en danger la **(sur)vie** de près de **800 000 autochtones**. Perçues comme des **« ennemis de l'intérieur »** freinant le **développement économique** du pays, les populations autochtones sont depuis 2019 victimes d'une « *politique* ***génocidaire, ethnocidaire, anti-écologique*** *et* ***anti-indigène***[48] » qui s'est **particulièrement accentuée** pendant la pandémie de **Covid-19**.

Selon les données du Conseil Indigéniste Missionnaire (CIMI), il existe au Brésil **305 peuples autochtones**, parlant près de **274 langues** et vivant dans **1 299 territoires indigènes** (TI) — dont **832** sont toujours **en cours**

48. Articulation des Peuples Indigènes du Brésil, « Note de répudiation de l'APIB » [en ligne], 27/08/2019. L'APIB est une articulation de différentes organisations autochtones du Brésil. Elle a pour objectif, non seulement de promouvoir les mobilisations du mouvement autochtone au niveau national et international, mais aussi de mener des activités de lobbying auprès des pouvoirs publics en matière de politiques publiques dans différents domaines tels que la santé, l'éducation, les droits humains ou l'environnement.

141 %

C'est le taux d'augmentation des **INVASIONS ILLÉGALES** des terres indigènes depuis 2018.

de démarcation[49]. Or, depuis son investiture en 2019, Jair Bolsonaro n'en a démarqué **aucun** : il est ainsi le premier **chef d'État** à **ne pas accomplir cette obligation** (pourtant prévue par la Constitution) depuis la re-démocratisation[50]. À partir du début de son mandat, le CIMI a recensé **519 invasions illégales** (256 en 2019 et 263 en 2020) et constate une augmentation de **141 %** depuis 2018[51]. S'ajoute bien sûr **l'explosion** des **incendies volontairement perpétrés** par les éleveurs et bûcherons de l'agrobusiness : **345 territoires indigènes** ont été ainsi en **proie aux flammes** en 2019 et 341 l'année suivante. Le nombre de feux recensés en TI a donc grimpé de **87 %** entre 2018 et 2019[52].

Complices de la **politique anti-indigène et anti-écologique** de l'exécutif, le **législatif** est ensuite à l'origine de plusieurs projets de loi (PL) **mettant en danger** les populations autochtones et l'intégrité de leurs terres : **PL 490/2007** proposant le **transfert** de la **compétence de démarcation** des TI au **Parlement**[53] ; **PL 2633/2020** affaiblissant le contrôle des occupations illégales des TI[54] ; **PL 191/2020** autorisant l'exploitation des TI pour de grands projets d'**infrastructures hydroélectriques** et d'**exploitation minière**… Le Tribunal Suprême Fédéral est de nos jours en train de débattre sur la possibilité d'application du **« *marco temporal* »** (seuil temporel) sur les futures démarcations de territoires indigènes. Selon cette thèse juridique, seuls les peuples autochtones qui **occupaient déjà** les terres revendiquées au moment de la promulgation de la Constitution fédérale en 1988 pourraient faire valoir des droits sur celles-ci. Or, selon l'Articulation des Peuples Autochtones du Brésil (APIB), l'éventuelle victoire de cet argument impliquera « ***l'annulation des processus de démarcation*** *et l'****augmentation*** *des* ***conflits*** *et* ***actes violents*** *(…) et des* ***actes illicites*** *comme l'****orpaillage****,* ***l'exploitation minière****, la* ***déforestation*** *et l'appropriation illégale de terres*[55] ».

Depuis 2019, les organisations indigènes n'ont par ailleurs eu de cesse de dénoncer le **démantèlement méthodique** de la **Fondation National de l'Indien** (FUNAI) et du **Secrétariat d'État à la Santé Indigène** (SESAI). Le **désengagement volontaire** de l'État en matière de **politiques publiques** destinées aux populations autochtones a en effet eu des **conséquences terribles** pour elles, notamment pendant la **pandémie de Covid-19**. L'APIB affirme ainsi que plus de la **moitié des peuples originaires** ont été touchés par le virus et que **plus d'un millier** d'autochtones sont morts depuis le début de la crise sanitaire[56].

49. Conseil Indigéniste Missionnaire (CIMI), « Rapport sur les violences contre les peuples indigènes du Brésil - données de 2020 » [PDF en ligne], 2021.

50. Dans un rapport datant de 2021, l'APIB rappelle que la Constitution de 1988 donnait jusqu'à 1993 pour que l'État fédéral démarque toutes les terres indigènes. À titre de comparaison, Fernando Collor (1991 - 1992) avait démarqué 112 terres, Fernando Henrique Cardoso (1995 - 2002) 145, Luiz Inácio Lula da Silva (2003 - 2010) 79, Dilma Rousseff (2011 - 2016) 21 et Michel Temer (2016 - 2018) une seule. Voir : *Ibid*, p.66.

51. *Ibid*.

52. *Ibid*.

53. Ce projet de loi présente un « *risque imminent* » selon l'APIB, car il a déjà été approuvé par la Commission de Constitution et Justice en juin 2021 et attend d'être voté prochainement par le Congrès. Voir : Articulation des Peuples Indigènes du Brésil (APIB), « Dossier international de dénonciations des peuples indigènes du Brésil » [PDF en ligne], août 2021, p. 24.

54. Aussi appelé « *PL da grilagem* » (ou « PL de l'appropriation indue de terres »), ce projet de loi ouvre selon l'APIB « *le chemin vers l'amnistie des usurpateurs et des criminels environnementaux* », favorise « *l'impunité des crimes environnementaux* » et « *encourage les dynamiques de déforestation et d'incendies* ». Il a déjà été « *sournoisement* » approuvé par le Parlement dans la nuit du 3 août 2021 et attend d'être soumis au Sénat. Voir : *Ibid*, p.25.

55. *Ibid*, p.23.

56. Articulation des Peuples Indigènes du Brésil (APIB), « Notre lutte est pour la vie : Covid-19 et peuples autochtones » [PDF en ligne], novembre 2020.

>

« Nous croyons qu'ont lieu au Brésil des actes qui se configurent comme des crimes contre l'humanité, comme un génocide et comme un écocide. Étant donné l'incapacité du système judiciaire brésilien à enquêter, à intenter un procès et à juger de ces conduites, nous dénonçons ces actes à la communauté internationale, en mobilisant le Tribunal Pénal International. »

Eloy Terena, coordinateur juridique de l'APIB dans le communiqué destiné au TPI

> Dans son rapport sur la Covid-19 et les peuples autochtones, l'Articulation déplore le **manque cruel d'équipements** et **d'assistance sanitaire** au sein des villages, les **dysfonctionnements systématiques** dans la prise en charge des malades et les **missions évangélisatrices** auprès des **peuples isolés**[57]. Si la FUNAI n'a dépensé que **1,18 %** de son budget destiné au combat contre la pandémie, le gouvernement a aussi fait des autochtones les **cobayes** de l'inefficace **traitement à l'hydroxychloroquine**[58]. À l'**épidémie de diabète** au sein des villages se conjugue aussi une **très forte hausse** de la **contamination au mercure**, en raison de l'**exploitation minière illégale** qui pollue les eaux des fleuves et leur faune[59].

Enfin, selon le CIMI, **430 Autochtones** ont été assassinés entre 2018 et 2021, dont beaucoup par des **agents de l'agrobusiness** ou des **orpailleurs** violant leurs terres[60]. La crise que traverse le **peuple Yanomami** est symptomatique de la **nécropolitique** dont sont victimes les populations indigènes du Brésil : déjà frappée par la **dénutrition** et la **malaria**, ses communautés ont subi des attaques d'**orpailleurs illégaux**. Début mai 2022, lors d'une de ces attaques un **village entier a été brûlé**, une fillette a été violée puis tuée et **25 Yanomamis** sont **porté·e·s disparu·e·s** pendant quelques jours à cause de la violence de l'attaque[61].

Toutefois, les autochtones continuent encore et toujours de lutter. Lors des **élections municipales de 2020, 2 212** d'entre elles/eux s'étaient porté·e·s candidat·e·s (soit une augmentation de **27 %** par rapport à 2016, un record)[62]. Face à la **politique mortifère** de l'actuel président et aux **preuves accablantes** d'« extermination préméditée[63] », l'**APIB** a également demandé au **Tribunal Pénal International** d'ouvrir une **enquête** pour **« génocide[64] »** à l'encontre de Jair Bolsonaro.

57. APIB, Doc. cit. Le rapport rappelle que le pasteur évangélique fondamentaliste Ricardo Lopes Dias a été nommé par Jair Bolsonaro au poste de coordinateur-général des Indiens Isolés et de Contact Récent de la FUNAI, justement afin de promouvoir la conversion de ces peuples au christianisme.

58. APIB, Doc. cit.

59. « Impact du mercure dans la santé du peuple indigène Munduruku, dans le bassin du Tapajós » [PDF en ligne], *WWF Brasil et Fiocruz*, novembre 2020.

60. CIMI, doc. cit.

61. « "Où sont les Yanomami" : ce que l'on sait et ce qui doit être éclairci à propos de la communauté brûlée après les dénonciations de la mort d'une jeune fille » [en ligne], *G1 Roraima*, 03/05/2022.

62. Articulation des Peuples Indigènes du Brésil, « Élections de 2020 : le nombre d'indigènes élus est le plus grand de l'histoire du pays » [en ligne], 17/11/2020.

63. CIMI, doc. cit., p.16.

64. Articulation des Peuples Indigènes du Brésil, « L'APIB dénonce Bolsonaro à La Haye pour génocide » [en ligne], 09/08/2021.

Midia Ninja

Exemple de RÉSISTANCE

LA RÉSISTANCE DE L'ARTICULATION DES PEUPLES INDIGÈNES DU BRÉSIL (APIB)

Articulation composée de sept organisations régionales de défense des peuples autochtones, l'APIB est devenue une **référence** en termes de lutte contre la **politique génocidaire** et **anti-environnementale** du président Jair Bolsonaro. **Fondée en 2005** lors de l'***Acampamento Terra Livre*** (Campement Terre Libre) elle possède trois objectifs principaux : **renforcer l'union** des différents peuples autochtones du Brésil et de leurs représentations régionales, **unifier leur lutte** autour de revendications communes et **encourager la mobilisation** contre les menaces et les agressions auxquelles ils font face. L'APIB revendique également de **nombreuses demandes** touchant une variété de domaines. Parmi elles, la **démarcation** des **terres indigènes** et leur protection, la création d'un **nouveau statut** pour le/la citoyen·ne autochtone, la mise en place de **politiques publiques** en matière d'éducation et de santé ou encore une plus **grande représentation** au sein des instances décisionnelles du pays.

>>>

Exemple de RÉSISTANCE

>>>

À l'échelle nationale, l'APIB est à l'origine de plusieurs **mobilisations médiatisées** qui ont permis de faire mieux entendre ses **revendications spécifiques**. On y distingue par exemple la **Marche des Femmes indigènes** qui a lieu chaque année à **Brasilia** au mois de septembre ou encore l'***Acampamento Terra Livre*** (ATL), le grand rendez-vous annuel des peuples autochtones du Brésil.

Cette année, l'APIB a célébré la **dix-huitième édition** de cette manifestation, devenue **incontournable** dans le paysage militant brésilien. Du **4 au 15 avril 2022**, l'ATL a rassemblé sur la pelouse de l'Axe Monumental de Brasilia plus de **7 000 autochtones** issus de **200 peuples différents**. Dans la programmation se trouvaient de nombreuses **assemblées plénières** (autour de la santé, de l'éducation, des femmes, des droits...), ainsi qu'une **grande marche vers le Congrès** dénonçant les **projets de loi anti-indigènes**, l'**invasion de leurs terres** et la **thèse du seuil temporel**, en jugement au Suprême Tribunal Fédéral.

La **victoire de Jair Bolsonaro** a poussé l'APIB à se mobiliser davantage dans le **champ international**. De la volonté de **conscientiser le public étranger** est née la campagne « Sang Autochtone : plus une seule goutte ». Entre le 17 octobre et le 20 novembre 2019, des membres de l'APIB a parcouru **12 pays** à la rencontre de la **société civile**, des **parlementaires** et même du **pape François**. C'est lors de cette tournée européenne que l'articulation a affiché son opposition au **traité UE-Mercosur**, qui, dans les termes actuels, « *encouragera la destruction environnemental et le génocide des peuples indigènes et gardiens des forêts du Brésil*[65] ».

Plus récemment, l'APIB s'est distinguée lors de sa **participation à la COP26** de Glasgow (Écosse) pendant laquelle l'Articulation a défendu que la **lutte contre le dérèglement climatique** passe nécessairement par la **défense des peuples autochtones** et de leurs terres ancestrales : « *La **Terre Indigène** est la **garantie d'un futur** pour toute l'humanité. Notre relation avec le territoire n'est pas basée sur la propriété, l'exploitation, l'expropriation ou l'appropriation, mais bien sur le **respect** et la **gestion d'un bien commun**, servant à toute l'humanité* », pouvait-on lire dans son fascicule distribué lors de l'événement[66]. L'APIB est également devenue au fil des années l'un des interlocuteurs privilégiés de l'**Organisation des Nations unies**, avec qui elle collabore régulièrement.

Certain·e·s de ses membres historiques, comme l'ancienne candidate à la vice-présidence **Sônia Guajajara** ou le juriste **Eloy Terena**, ont déjà annoncé leurs **précandidatures à la députation** dans le cadre des élections législatives de 2022. •

65. Articulation des Peuples Indigènes du Brésil, « Note sur la tournée Sang Indigène : plus une seule goutte » [en ligne], 30/12/2019.

66. Articulation des Peuples Indigènes du Brésil (APIB), « Démarcation maintenant ! - COP26 » [PDF en ligne], octobre 2021.

Natalia Hare / Mídia Ninja

VIOLATION DES DROITS HUMAINS ET RÉSISTANCE DES MIGRANTS AU BRÉSIL

Ces dernières années ont été marquées par des défis considérables dans le domaine de la migration au Brésil. **Depuis leur arrivée au pouvoir, Bolsonaro et son gouvernement ont mis en place une série de mécanismes légaux pour rendre encore plus difficiles l'entrée et la régularisation des personnes migrantes dans le pays.** En 2019, par exemple, avec la publication de deux ordonnances du ministère de la Justice, le gouvernement Bolsonaro a institué l'expulsion sommaire des personnes migrantes, **reprenant l'idée de « personnes dangereuses » dans la politique migratoire du pays**, au mépris de la Constitution fédérale et de la loi sur les migrations encore en vigueur. >

1 285 PERSONNES
ont été EXPULSÉES du pays en 2021.

> Un épisode représentatif de cette sélectivité du gouvernement a été l'invasion, le 18 mars 2021, par la Police fédérale, d'un centre d'accueil géré par la Pastorale des migrants à Pacaraima, une ville située à la frontière avec le Venezuela. Brandissant des armes lourdes et cagoulés, les policiers ont cherché à expulser 55 femmes et enfants accueilli.e.s par le refuge au motif qu'elles étaient entrées irrégulièrement dans le pays.

En effet, l'arrivée de la Covid-19 a considérablement accentué le caractère raciste et xénophobe de la politique migratoire sous Bolsonaro et a mis en évidence des violations systématiques des droits fondamentaux. **Pendant la pandémie, plus de 30 directives ont été publiées par le gouvernement fédéral pour restreindre les possibilités d'entrée sur le territoire national**. Certaines de ces mesures avaient un caractère discriminatoire en matière de nationalité et de mobilité humaine, rendant difficile l'entrée dans le pays des personnes en situation de vulnérabilité et empêchant la régularisation migratoire ultérieure, voire suspendant le droit de demande du statut de réfugié.

Les cas d'expulsion ont augmenté en raison de cette restriction, bondissant de 36 personnes en 2019 à 2 901 en 2020[67], soit une augmentation de 5 708 %. En 2021, les chiffres sont encore alarmants car environ 1 285 reconduites aux frontières ont été enregistrées selon les données publiées par la Police fédérale.

Comme si les reconduites massives et les obstacles normatifs à la régularisation migratoire ne suffisaient pas, les services fournis par la Police fédérale, responsable de la gestion des migrations et du traitement des permis de séjour, ont été suspendus ou ont fonctionné à un rythme réduit pendant la pandémie, ce qui a empêché les nouveaux arrivants de régulariser leur statut et ceux déjà régularisés de renouveler leurs papiers.

L'absence de papiers, comme on peut le supposer, entraîne des difficultés pour accéder au marché du travail, aux services et à l'exercice des droits fondamentaux. Par conséquent, ce que l'on observe dans le pays depuis mars 2020, c'est l'utilisation de justifications sanitaires pour entraver systématiquement le droit de migrer et de résider dans le pays avec dignité.

Outre la xénophobie institutionnelle, les migrants et les personnes en situation de réfugié doivent également faire face à des violations des droits perpétrées par la population brésilienne elle-même, soit par des pratiques discriminatoires, soit sous la forme d'agressions de plus en plus graves. Ces pratiques xénophobes viennent se conjuguer au racisme systémique au Brésil. Comme l'affirme le professeur Alceu Paulo Lunganga, les personnes migrantes noires sont particulièrement ciblées par ses violations des droits :

« *Partout au quotidien, il suffit de mettre les pieds dehors. Peu importe qu'il y ait actuellement des immigrants de diverses origines, le plus visé, c'est toujours l'Africain à la peau noire. Et celui qui appelle cela une victimisation, c'est juste parce qu'il n'en a pas fait l'expérience.*[68] »

67. « Rapport mondial 2022 », Human Rights Watch [en ligne].

68. « Angolano fala do preconceito vivido por imigrantes africanos », *Visão do Corre*, 24/02/2022.

Natalia Hare/ Mídia Ninja

PLUS DE

30

directives

ont été publiées pour RESTREINDRE LES ENTRÉES de personnes migrantes.

Le 24 janvier 2022, le Brésil a été témoin du meurtre violent de **Moïse Kabagambe, un jeune réfugié congolais battu à mort sur son lieu de travail**, à Rio de Janeiro, **après avoir demandé à son patron de lui payer deux jours de travail en retard.** Selon le mouvement qui est descendu dans la rue pour protester contre ce meurtre, il ne s'agit pas d'un cas isolé, et il reflète les préjugés dont souffrent les immigrants non blancs au Brésil.

Une vague de dénonciations et de manifestations a vu le jour à travers tout le Brésil, marquée par une forte adhésion des participants aux protestations appelées par la communauté congolaise et la société civile. >

« L'assassinat de Moïse Kabagambe manifeste non seulement le racisme structurel de la société brésilienne, mais démontre clairement la xénophobie sous toutes ses formes, contre les étrangers. »

Communiqué de la communauté congolaise du Rio de Janeiro

Exemple de RÉSISTANCE

SOUTENIR LES MIGRANTS

Face à la montée de cette xénophobie à fort caractère raciste, plusieurs mouvements se sont mobilisés. La création, en février 2022, de l'**Observatoire de la violence contre les migrants et les réfugiés** est l'un des résultats des mobilisations de la société civile afin de suivre les dénonciations de crimes contre cette population et de soutenir le développement de politiques publiques liées à cette question.

La **Coalition noire pour les droits** a dénoncé le Brésil à l'ONU, demandant des mesures contre le racisme et la xénophobie. La réaction de la population et de la police aurait été différente si Moïse était un immigré blanc, souligne la Coalition.

En ce qui concerne les difficultés rencontrées dans le système de délivrance des papiers pour les immigrants par les services de la Police fédérale, des immigrants de différentes nationalités, avec le soutien de la société civile, ont organisé une manifestation devant le siège de la Police fédérale à São Paulo, le 25 juin 2021, pour exiger d'être reçus et accueillis dignement. •

ACCÈS À LA TERRE

Historiquement, la réforme agraire revêt une importance particulière au Brésil, opposant des propriétaires terriens latifundiaires aux peuples autochtones, aux quilombolas et aux paysan-ne-s. La Constitution de 1988 inscrit formellement la possibilité à des fins de réforme agraire d'exproprier des biens ruraux qui ne remplissent pas une fonction sociale[69]. Mais le bilan des quatre dernières années est celui de **politiques foncières en faveur d'une intensification de l'accaparement des terres, et plus meurtrier encore, en faveur de l'agrobusiness, tel que décrit dans les versions antérieures de ce baromètre.**

Les forces politiques désignées sous le nom de « BBB » pour « Balles, Bible, Bœuf » (armement, églises évangéliques, agro-industrie) qui ont soutenu le coup d'État parlementaire contre Dilma Rousseff (2016) et l'institution du gouvernement Temer, puis l'élection de Bolsonaro, paralysent la Fondation Nationale de l'Indien (FUNAI), organisme de l'État brésilien en charge de la démarcation et de la protection des >

69. Article 184 de la Constitution brésilienne de 1988.

45 % D'AUGMENTATION.

La surface du territoire brésilien concernée par les conflits est passée de 39 millions d'ha en 2018 à 71 millions d'ha en 2021.

> territoires autochtones et l'Institut National de la Colonisation et de la Réforme Agraire (INCRA). **Ces mêmes forces politiques ont aussi vu dans la pandémie un temps d'opportunité pour favoriser l'accaparement de terre par l'agrobusiness.**

À l'instar des attaques portées aux politiques environnementales, ce sont ici aussi des coupes budgétaires, des remplacements de fonctionnaires de carrière par des militaires inexpérimentés, une rupture de la collaboration avec la société civile et la publication de décrets dénaturant la fonction première de ces institutions[70].

Entre 2019 et 2021, aucune expropriation de terres n'a été réalisée par l'INCRA. En comparaison, c'était en moyenne 43 par an lors du dernier mandat de Dilma Rousseff. De même, depuis 2019, Jair Bolsonaro n'a procédé à aucune des 832 demandes de démarcation de terres autochtones. Pire, depuis 2019, leTribunal Suprême Fédéral est saisi pour statuer sur la théorie du « seuil temporel » qui refuserait aux peuples autochtones la démarcation des terres qui n'étaient pas en leur possession le 5 octobre 1988, date de la promulgation de la Constitution. Cette thèse est défendue par des entreprises et des secteurs économiques qui ont l'intérêt à exploiter et à s'approprier les terres autochtones. Elle est, à l'inverse, jugée inconstitutionnelle par les peuples autochtones et la société civile brésilienne.

L'exemple des 4 000 communautés quilombolas identifiées au Brésil est aussi flagrant. Seules 273 titres ont été délivrés depuis 1955 au profit de 176 territoires, dont quatre sous le gouvernement Bolsonaro. C'est le seuil le plus bas depuis la Constitution de 1988 et cela s'explique par l'asphyxie budgétaire de l'INCRA **dont le budget pour l'acquisition de terres destinées à la redistribution pour l'agriculture familiale a diminué de 98 %** entre 2016 et 2021 (INCRA, 2021).

L'effet de ces politiques a été l'augmentation du nombre des conflits pour la terre et l'eau au Brésil, notamment en Amazonie légale[71]. Selon la Commission Pastorale de la Terre (CPT) entre 2019-2021, 54 conflits pour l'eau ont été enregistrés en Amazonie légale, occasionnés par des orpailleurs, des accapareurs de terres et des sociétés minières. Entre 2018 et 2021, le nombre de conflits pour la terre est passé de 1 547 à 1 768 sur un total de 418 territoires, soit une augmentation de 12,5 %.

Bien que concentrés en Amazonie légale, ces conflits sont de plus en plus étendus. Si en 2018, 39 millions d'hectares de terres ont été source de conflits, ce sont 71 millions d'hectares en 2021, soit une augmentation de 45 %. Parmi eux, 28 % sur des terres autochtones ; 23 % sur des territoires quilombolas.

70. Niederle, P., Pertersen, P. *et al.*, « Ruptures in the agroecological transitions: institutional change and policy dismantling in Brazil », *The Journal of Peasant Studies*, 2022.

71. Elle comprend les États de la région Nord (Acre, Amapá, Amazonas, Pará, Rondônia, Roraima et Tocantins), ainsi que des territoires situés au nord du 16e parallèle dans l'État du Mato Grosso et à l'ouest du 44e méridien dans l'État du Maranhão. L'Amazonie légale couvre 500 millions d'hectares, dont 330 millions sont forestiers.

Midia Ninja

Ces conflits se traduisent également en violence contre les personnes : 897 000 personnes ont été touchées par ces conflits. Parmi elles, 35 ont été assassinées en 2021. C'est une augmentation de plus de 30 % par rapport à 2020[72]. De même, au cours des trois dernières années, 60 644 familles ont été touchées par l'usurpation de leurs terres en Amazonie légale, uniquement, lors de **2 329 occurrences de conflits fonciers. C'est une moyenne de 2 de ces conflits par jour**[73].

Malgré l'approfondissement de la violence dans les campagnes brésiliennes pendant la dernière période, les mouvements sociaux continuent à se battre pour leurs droits. En 2021, presque 1 921 manifestations pour l'accès à la terre mobilisant plus de 400 000 personnes ont été recensées par la CPT[74]. Une augmentation de 257 % par rapport à 2018, avec 538 mobilisations regroupant environ 170 000 personnes. Outre ces manifestations, on observe une augmentation dans le nombre d'occupations de terres par des familles paysannes depuis l'investiture de Bolsonaro : si en 2019 la CPT a recensé 43 occupations regroupant 3 476 familles, ce nombre est monté à 50 occupations mobilisant 4 760 familles en 2021[75]. Le renforcement de la mobilisation pour la réforme agraire est accompagné chez les mouvements paysans de nombreuses actions de solidarité pendant la crise générée par la pandémie, avec des dons alimentaires.

72. CPT. Conflits dans les campagnes Brésil 2021.

73. « Le bilan du gouvernement Bolsonaro, pour les forêts et leurs populations, est de deux conflits par terre, par jour, en Amazonie légale. » Commission Pastorale de la Terre, 21 mars 2022.

74. CPT. Conflits dans les campagnes Brésil 2021.

75. *Ibid.*

>

« Si vivre, habiter et manger est un privilège, l'occupation est un droit et elle est légitime. C'est pourquoi nous sommes dans cette lutte très importante contre les expulsions. »

Kelli Mafort, dirigeante du Mouvement des Travailleurs et Travailleuses Ruraux Sans Terre (MST)

Exemple de RÉSISTANCE

CAMPAGNE ZÉRO EXPULSION

Le Tribunal Suprême Fédéral (STF) avait suspendu les expulsions pendant la pandémie jusqu'au jeudi 31 mars 2022. Une campagne **« Zéro Expulsion »** a été organisée, appelant plusieurs mouvements populaires à des mobilisations nationales à travers le pays, pour attirer l'attention de la population et des autorités sur les menaces imminentes d'expulsion de centaines de milliers de personnes, à la campagne et en ville.

Suite à l'union de plusieurs mouvements populaires urbains et ruraux, de militant.e.s et de parlementaires alliés à travers le pays et l'**Acte politique « Brésil sans expulsion : pour la terre, le toit et le travail** », qui s'est tenu mercredi 30 mars 2022, à Brasilia, le STF a prolongé la décision n° 828, qui empêche les expulsions pendant la pandémie jusqu'en juin 2022. Une nouvelle prolongation est intervenue depuis, portant ce délai au 31 octobre 2022.

Selon Kelli Mafort, de la direction nationale du MST, « *la décision est très importante car elle s'inscrit dans une lutte historique des mouvements populaires de la campagne et de la ville pour le droit légitime d'occuper les terres. L'occupation remplit une fonction sociale dans notre pays, car le droit au logement, le droit de vivre, le droit à la terre sont garantis par la Constitution. Mais si les gens ne s'organisent pas, ne luttent pas et n'occupent pas ces espaces vides, nous ne pouvons rien obtenir. Elle a donc une signification historique. Nous devons continuer à nous battre, à nous mobiliser, car nous avons pris de l'élan* ».

07 Baromètre d'alerte

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Des dizaines de personnes font la queue devant une boucherie pour acheter des restes de viande ou plongent dans les bennes à ordure d'un supermarché à la recherche de nourriture. Ce sont les scènes d'un pays où 59 % de la population est en situation d'insécurité alimentaire en 2022, 15,5 % au moins étant confrontées à son visage le plus brutal : la faim ![76]

Le Brésil avait éradiqué l'insécurité alimentaire grave en 2014 mais elle est de retour, en quelques années seulement. 33 millions de personnes ne mangent pas à leur faim : l'équivalent de la population du Pérou ou de l'Autriche, de la Hongrie, de la République tchèque et de la Slovaquie réunies.

Cette situation est encore plus dramatique **dans les zones rurales**, où l'insécurité alimentaire touche 60 % des ménages et où **la faim est une réalité pour 19 % des foyers**. Qu'il s'agisse d'agriculteurs >

76. Inquérito Nacional sobre Insegurança Alimentar no Contexto da Pandemia da Covid-19 no Brasil - II VIGISAN, 2022.

55 %

DE LA POPULATION brésilienne était en situation d'insécurité alimentaire en 2021.

familiaux, de quilombolas[77], d'autochtones ou de communautés traditionnelles, les différentes formes d'insécurité alimentaire touchent davantage les populations rurales, notamment dans les régions du Nord et du Nord-Est.

La faim et l'insécurité alimentaire reflètent les inégalités structurelles historiques du pays. La couleur de la peau, le genre ou la position dans le marché de travail sont des indicateurs aggravants et se conjuguent aux inégalités régionales et spatiales du Brésil[78]. L'enquête nationale sur l'insécurité alimentaire[79], menée en 2022 par le Réseau national de chercheurs sur la souveraineté et la sécurité alimentaires au Brésil (Réseau PENSSAN), montre que 65 % des familles en situation d'insécurité alimentaire avaient une personne noire à leur tête, et que 18 % d'entre elles sont en situation de famine.

La place au sein du marché du travail est aussi fortement liée à l'insécurité alimentaire et la faim : cette dernière est quatre fois plus élevée chez les personnes ayant un travail informel, et six fois plus élevée pour celles et ceux au chômage. L'enquête du Réseau PENSSAN révèle que la perte de l'emploi et l'endettement sont les deux conditions qui impactent le plus l'accès à la nourriture. Dans les deux cas, la faim atteint son niveau le plus élevé, soit 36 % et 25 % des personnes respectivement[80].

Parmi les facteurs qui expliquent cette explosion, on trouve l'inflation galopante qui touche le pays. Début 2022, celle-ci a atteint son plus haut niveau depuis octobre 2003 : 12,13 % cumulée dans une année, selon l'indice national des prix aux consommateurs établi par l'IBGE[81]. La situation est aggravée par le fait que cette hausse de prix s'est concentrée sur les produits alimentaires tels que le riz, le haricot noir, l'huile de soja et la viande[82].

Les 50 % des Brésilien·nes les plus pauvres ont été ainsi les premiers à ressentir les effets de l'inflation. Entre le dernier trimestre 2019 et le deuxième trimestre 2021, leur revenu mensuel moyen s'est contracté de 21,5 %[83]. Le nombre de personnes endettées a par la suite fortement augmenté : de 61,3 millions de personnes fin 2020, elles sont 64 millions un an plus tard. **Près de 70 % des personnes endettées le sont devenues pour acheter de la nourriture**[84].

Les mesures prises par le gouvernement fédéral pour faire face à cette crise ont été peu efficaces. Par exemple, le programme **« Aide d'urgence »**, principale mesure d'aide sociale adoptée au milieu de la crise générée par la pandémie, et devenu « Aide Brésil » à la fin de 2021, n'est pas

77. Habitants des « quilombos », communautés marronnes fondées par des esclaves noirs ayant repris leur liberté, qui se forment au Brésil, dès le XVIe siècle. Ces communautés sont présentes dans différentes parties du pays, à travers leurs descendants, qui luttent jusqu'à aujourd'hui pour la reconnaissance de leurs territoires traditionnels et de leurs propres modes de vie.

78. Atlas des situations alimentaires au Brésil, 2021.

79. Inquérito Nacional sobre Insegurança Alimentar no Contexto da Pandemia da Covid-19 no Brasil - II VIGISAN, 2022.

80. *Ibid.*

81. Institut Brésilien de Géographie et Statistiques.

82. Boletim Especial - 1° de maio - Dia do Trabalhador – DIEESE (Département Inter-syndical de statistiques et études socioéconomiques).

83. NERI, Marcelo. Desigualdade de Impactos Trabalhistas na Pandemia. FGV Social, 2021.

84. Pesquisa de Endividamento e Inadimplência do Consumidor (PEIC), abril de 2022.

Brenda Baleiro / MST

suffisant pour garantir l'alimentation de base de la population[85].

Bien que la faim ait été aggravée par la crise générée par la pandémie, la situation actuelle met en évidence les faiblesses préexistantes du système alimentaire brésilien.

Troisième producteur mondial d'aliments en 2020 selon la FAO, le Brésil n'a cessé de battre des records dans l'exportation des produits alimentaires, passant de 85 milliards de dollars en 2016 à 120 milliards en 2021[86]. Pendant la même période, l'agriculture familiale, bien que représentant environ 80 % des établissements agricoles et produisant une part importante des aliments consommés au pays, n'occupait que 23 % des terres exploitables[87] et a subi la disparition des politiques publiques de soutien.

Rien d'étonnant pour un gouvernement qui place l'agrobusiness au centre de ses politiques alimentaires et agricoles, qui stimule les investissements étrangers dans le secteur agricole et assouplit les restrictions imposées aux étrangers pour l'acquisition ou le fermage des terres agricoles au Brésil, qui a éteint le Consea (Conseil national de la sécurité alimentaire et nutritionnelle), emportant également avec lui le Système de sécurité alimentaire et nutritionnelle (Sisan).

Au Brésil, **la sécurité alimentaire est un droit inscrit dans la Constitution** et garanti par une législation spécifique depuis 2006. Pour faire valoir ce droit fondamental, dans le contexte de la crise exacerbée par la pandémie, la société civile brésilienne, dans sa pluralité, reste mobilisée aux côtés des couches les plus vulnérables, multipliant les dons d'aliments. Elle est bien souvent le seul recours pour affronter la faim. Les différentes organisations appellent à des politiques de long terme qui permettent de garantir le droit à une alimentation saine pour tou·te·s. >

85. DIEESE. Síntese especial: Emergência cresce, mas Auxílio encolhe, mars 2021.

86. AGROSTAT - Estatísticas de Comércio Exterior do Agronegócio Brasileiro.

87. IBGE. Recensement agricole 2017 (Censo Agropecuário 2017).

« Les cuisines solidaires sont un exemple très clair que l'organisation populaire peut transformer la réalité. Il est urgent de les transformer en politiques sociales pour étendre ce projet et servir encore plus de personnes. »

Guilherme Boulos, porte-parole du Mouvement des Travailleurs Sans Toit

Exemple de RÉSISTANCE

SOLIDARITÉ PAYSANNE EN TEMPS DE PANDÉMIE

Une action de la campagne *Mãos Solidárias* (« Mains solidaires »), organisé par le MST de Pernambuco, a permis d'apporter de la nourriture aux personnes affamées et de rapprocher la ville de la campagne avec l'organisation de visites dans les champs pour enseigner comment le travail est effectué et permettre à la population de participer à la culture de la terre.

Le *Roçado Solidário* (« Champ Solidaire ») est né pour aider à réduire l'impact de la faim dans la région de Recife, qui n'a fait que croître depuis la pandémie de covid-19. Le mouvement a créé des banques populaires qui ont déjà distribué plus de 900 tonnes de nourriture. Les produits sont également utilisés pour préparer les repas offerts. Pendant la seule pandémie, environ 950 000 repas à emporter ont été produits à partir des récoltes paysannes. Les cultures sont réalisées dans divers territoires de la réforme agraire du MST, qui réservent une partie de leurs récoltes à la solidarité. Coordinateur de *Mãos Solidárias*, Paulo Mansan, doctorant en agroécologie à l'UFRPE (Université fédérale rurale de Pernambuco) et membre paysan du MST (Mouvement des travailleurs ruraux sans terre), indique que 32 banques alimentaires populaires ont été créées, à qui une partie de la production de Roçado Solidário est destinée. Une autre partie est donnée aux cuisines populaires des communautés où les repas à emporter sont distribués.

« *Chaque assentamento (territoire de la Réforme agraire) dispose d'une zone destinée à cette production et distribution. Tout le travail est solidaire. Les volontaires sont divisés en trois catégories : les paysans issus de notre Mouvement, les personnes qui se consacrent au travail volontaire et les personnes issues des communautés assistées elles-mêmes* », a-t-il déclaré. •

Beto Figueiroa

08 Baromètre d'alerte

TRAVAIL

Au cours des quatre dernières années, Jair Bolsonaro s'est systématiquement engagé dans le démantèlement des institutions démocratiques, avec la réduction des droits sociaux et du travail et l'adoption de politiques qui ont entraîné l'expansion du chômage, de la pauvreté ainsi que l'approfondissement des inégalités sociales caractéristiques de la société brésilienne.

Favorable à la réforme du travail approuvée en 2017 par Michel Temer, alors président suite au coup d'État contre Dilma Rousseff, Bolsonaro a défendu la flexibilisation du travail au Brésil en estimant que cela se traduirait par une chute du chômage. Cette promesse n'a pas été tenue. Fin 2019, juste avant la pandémie, les chiffres montraient une augmentation très peu significative de l'emploi dans le pays, marquée par un fort taux d'informalité.

L'arrivée de la pandémie en 2020 a aggravé la situation : **des millions de personnes ont perdu leur emploi en quelques mois**. Le chômage a atteint son plus haut niveau au début de l'année 2021 avec un taux de 15 %, ce qui équivaut à environ 9 millions d'hommes et de femmes exclu·e·s du marché >

15 %, c'était le taux de chômage en 2021, ce qui équivaut à environ 9 millions d'hommes et de femmes.

> du travail, licencié·e·s ou ayant abandonné la recherche d'un emploi[88].

Parallèlement, le pays a connu une augmentation considérable du nombre de personnes **travaillant sans contrat de travail formel**, exclus de l'accès aux droits du travail. Plus de 38 millions de personnes se trouvaient dans cette situation début 2021, soit 41 % de la population active totale, entraînant une forte diminution du revenu moyen réel au Brésil qui, début 2022, était de 2 511 reais (environ 430 euros)[89].

En raison de la **forte inégalité structurelle de la société brésilienne**, la déstructuration du marché de travail n'a pas cependant touché l'ensemble de la population brésilienne de la même manière.

Deux groupes ont subi le plus fortement les conséquences de cette déstructuration : les femmes et la population noire. Comme pour l'ensemble de la société brésilienne, le monde du travail au Brésil compte à une extrémité des hommes blancs, avec les meilleures conditions de salaire et de qualification, et à l'autre extrême, les femmes noires subissant les pires conditions de travail et les plus bas niveaux de salaire.

Selon les données de l'enquête nationale par sondage auprès des ménages, au troisième trimestre 2021 la population active féminine comptait 1,1 million de femmes de moins qu'au même trimestre 2019, passant de 47,5 millions à 46,3 millions[90]. La réduction de la participation dans la population active a été plus forte pour les femmes noires : 925 000 femmes de moins au cours de la période.

Le contingent de femmes hors de la population active entre 2019 et 2021, c'est-à-dire qui n'ont pas cherché un emploi et n'ont pas travaillé, a également augmenté, passant à 2,8 millions[91]. En outre, le nombre de chômeuses, ou de celles qui ont cherché un emploi en 2021, a connu une forte augmentation par rapport à 2019 : 564 000 femmes de plus ont cherché un emploi, dont plus de la moitié étaient noires.

Ces inégalités sont aussi observées dans l'écart des revenus entre hommes et femmes : le revenu moyen des femmes était de 2 078 reais au troisième trimestre de 2021 (moins de 330 euros), et celui des hommes de 2 599 reais (environ 410 euros). Comparativement, les femmes ont gagné 80 % de ce que les hommes ont reçu[92].

Outre **les inégalités liées au sexe**, les personnes noires et non noires sont insérées différemment dans le marché du travail et les indicateurs reflètent cette différence. Si l'on compare 2021 au premier trimestre 2020, avant la pandémie, on constate qu'une part importante de la population noire n'a pas repris le travail, soit 1,1 million de femmes noires et 1,5 million

88. IPEA. « Performances récentes du marché du travail et perspectives », Lettre de conjoncture de l'Institut de Recherche Économique Appliquée.

89. IBGE. « Enquête nationale par sondage auprès des ménages (PnadC) », 2021.

90. DIEESE. « Les femmes dans le Brésil sur le marché du travail brésilien : inégalités anciennes et plus de précarité » mars 2022.

91. *Ibid.*

92. *Ibid.*

Midia Ninja

d'hommes noirs[93]. Au 2e trimestre 2021, alors que 92 % de la main-d'œuvre non noire avait repris le travail (en comparaison aux chiffres du premier trimestre 2020), seuls 59 % de la population noire avec retrouvé un emploi.

Les moyennes de revenus prouvent également l'**inégalité des rémunérations selon la couleur de la peau**. Alors que les hommes et les femmes non noires ont reçu en moyenne 3 471 reais (presque 550 euros) et 2 674 reais (environ 420 euros), respectivement, au deuxième trimestre 2021, les travailleurs noirs ont gagné 1 968 reais (moins de 310 euros) et les travailleuses noires, 1 617 reais (un peu plus de 250 euros). Ces valeurs moyennes montrent que les travailleurs noirs reçoivent un peu moins de 60 % du revenu des hommes non noirs et les femmes noires seulement 55 %. Dans le même temps, les travailleuses non noires ont un salaire moyen correspondant à 87 % de celui du travailleur non noir.

En 2022, **le monde du travail brésilien reste également marqué par la précarité :** le travail salarié sans contrat formel dans le secteur privé (16 %), le travail domestique sans contrat formel (15 %), le travail indépendant (15 %) et le travail familial (9 %) sont ceux qui ont le plus augmenté[94].

Face à cette situation, plusieurs mouvements se sont organisés au pays ces dernières années, nés de la nécessité de lutter pour les droits fondamentaux, pour le droit au travail, contre la discrimination que subissent quotidiennement les travailleurs et travailleuses dans l'informalité et contre leur invisibilité.

93. DIEESE. « Inégalité entre les Noirs et non noirs s'approfondit pendant la pandémie », novembre 2021.

94. *Ibid.*

« Vous n'imaginez pas ce que c'est de transporter de la nourriture sur son dos quand on est soi-même affamé. »

Livreur d'UberEats au Brésil

Exemple de RÉSISTANCE

LE MOUVEMENT NATIONAL DES TRAVAILLEURS SANS DROITS

En avril 2022, une série de manifestations ont été organisées dans plusieurs États du pays par des livreurs et des chauffeurs travaillant pour des plateformes numériques. Les manifestations étaient principalement dirigées contre le réseau « iFood » pour que l'entreprise respecte pleinement un plan d'action convenu avec les travailleurs lors du 1er Forum des travailleurs de la livraison du Brésil, qui s'est tenu en décembre 2021. Depuis, l'entreprise a partiellement répondu aux demandes présentées par les travailleurs. Un mois plus tard, en mai 2022, **le Mouvement national des travailleurs sans droits** est fondé. Des travailleurs et travailleuses de quatre États participent déjà à cette nouvelle lutte : Rio de Janeiro, São Paulo, Minas Gerais et Pernambuco. L'objectif du mouvement est de renforcer le débat sur l'**explosion du travail précaire et informel au Brésil.**

Une centaine de personnes se sont rassemblées pour assister au lancement du mouvement. Parmi elles figuraient des représentants des **vendeurs de rue, des travailleurs journaliers, des chauffeurs et livreurs, des ramasseurs de déchets,** entre autres catégories de travailleurs et travailleuses informelles. •

09 Baromètre d'alerte

Bruno Kelly / Amazonia Real

ENVIRONNEMENT

En trente ans de carrière politique, Jair Bolsonaro a soutenu sans faille les **grands propriétaires terriens** ainsi que les entreprises d'**exploitation minière** et **forestière** peu scrupuleuses. Défendant depuis toujours les intérêts économiques de court terme **et une vision libérale** qui fait fi de l'**urgence climatique** et des **droits humains**, sa gestion en matière d'environnement est marquée par le **démantèlement progressif** des mesures de protection de la nature, la **persécution de militant·e·s** et l'**institutionnalisation** d'un **écocide généralisé**. Teintée de **racisme environnemental** et de **climato-scepticisme**, la **politique extractiviste** du gouvernement Bolsonaro a eu des impacts **désastreux**, si ce n'est **irréversibles**, à la fois pour la biodiversité et pour les populations brésiliennes. Face au **sabotage environnemental**, l'**Articulation des Peuples Indigènes du Brésil** a décidé de poursuivre le président actuel au **Tribunal Pénal International** pour **« écocide »**[95].

Les nominations de **Tereza Cristina Corrêa da Costa Dias** au ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Approvisionnement ainsi

95. Articulation des Peuples Indigènes du Brésil, « L'APIB dénonce Bolsonaro à La Haye pour génocide » [en ligne], 09/08/2021.

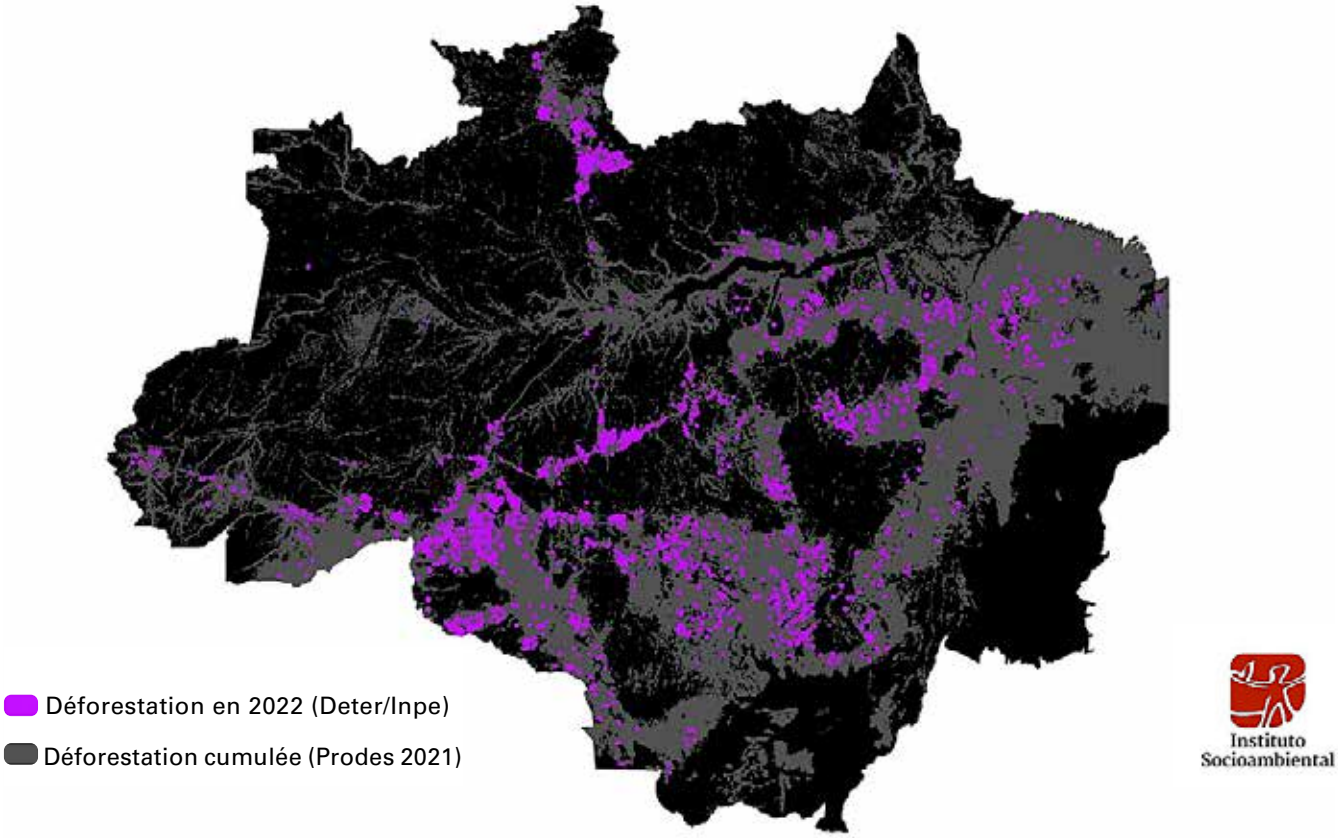
17 % DE LA FORÊT AMAZONIENNE est déjà détruite. Si ce chiffre dépasse les 25 %, un point de non-retour serait atteint et le biome se transformerait en savane[96].

> que du **climato-sceptique Ricardo Salles** au ministère de l'Environnement ont été les signes d'une **catastrophe annoncée**. Ancien **pilier** du **lobby de l'agrobusiness** au Parlement, la ministre avait autorisé **474 nouveaux pesticides** en 2019, 493 en 2020 et 562 en 2021— **soit un total de 1 530 en trois ans**[97]. Entre 2010 et 2019, **quinze personnes** en moyenne étaient empoisonnées chaque jour par des produits toxiques utilisés dans l'agriculture intensive[98]. En février 2022, malgré une mobilisation citoyenne, le **projet de loi 6299-2002** flexibilisant l'usage des pesticides (dont certaines **cancérigènes**) a été approuvé au Parlement[99].

Limogé en juin 2021, suite à des investigations sur sa participation supposée dans le trafic de bois, Ricardo Salles a été le véritable **architecte** de l'**écocide institutionnalisé**, étant à l'origine de **721 mesures anti-environnementales**[100]. Parmi elles, la **suppression de 18 sièges** des représentant·e·s de la société civile au sein du **Conseil National de l'Environnement**[101] ; la **militarisation** du Conseil de l'Amazonie ; les **licenciements abusifs** et le **harcèlement** de fonctionnaires publics[102] ; l'**asphyxie budgétaire** imposée aux **agences environnementales** comme l'IBAMA ou l'ICMBio[103]... Le 22 avril 2020, il **scandalise l'opinion** en voulant profiter de la focalisation médiatique sur la pandémie pour **« modifier entièrement la réglementation »** environnementale et **« simplifier les normes »** restrictives[104]. Depuis 2019, de **nombreux projets de loi** défendus au Parlement par le très puissant **lobby ruraliste** menacent directement la biodiversité et les populations autochtones[105]. Le successeur du ministre Salles, Joaquim Alvaro Pereira Leite se montre plus discret, mais toute sa carrière a été construite au sein de l'agrobusiness.

La **dislocation méthodique de l'arsenal juridique** et **l'affaiblissement des agences environnementales** ont des conséquences immédiates non seulement sur la **fiscalisation des délits** et **crimes environnementaux** (**-30 %** entre janvier et août 2019)[106], mais aussi sur la préservation de la biodiversité. L'**appropriation illégale de terres publiques**[107] a

96. Inter-American Development Bank. « An Amazon Tipping Point: The Economic and Environmental Fallout », juillet 2021.
97. Données du ministère de l'Agriculture consultées en avril 2022.
98. BOMBARDI, Larissa. « Géographie de l'usage des pesticides au Brésil et connexions avec l'Union européenne », 2021.
99. Greenpeace Brasil. "Deputados do câncer aprovam Pacote do Veneno".
100. GUSSEN, Ana Flavia. « Avec Salles, le gouvernement signe en un an 721 mesures qui impactent l'environnement » [en ligne]. *Carta Capital*, 02 05 2021.
101. TERENA, Luiz Eloy. « Bolsonaro génocidaire : droits indigènes et environnement. » São Paulo, Elefante Editora, 2021, p.23.
102. En février 2019, Ricardo Salles a renvoyé 21 des 27 surintendants de l'IBAMA. Voir : *Ibid*, p.33.
103. Sigles pour l'Institut Brésilien de l'Environnement et des Ressources Naturelles Renouvelables (IBAMA) et pour l'Institut Chico Mendes pour la Conservation de la Biodiversité (ICMBio).
104. SHALDERS, André. « Faire passer le troupeau : 5 moments où Ricardo Salles a assoupli les règles environnementales » [en ligne]. BBC Brasil, 01/10/2020.
105. Voir encadré ci-dessous.
106. TERENA, Luiz Eloy. *Op. cit.,* p.35.
107. Connue en portugais sous le nom de *grilagem*, la pratique qui consiste « en l'invasion, l'occupation et le commerce illégal de terres publiques [...] est directement liée à la déforestation, à la destruction de la biodiversité et menace



Déforestation dans l'Amazonie légale au premier trimestre 2022

en effet **considérablement augmenté** depuis l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro : selon l'Institut National de Recherches Spatiales (INPE), entre janvier et septembre 2019 par rapport à la même période en 2018, le nombre d'incendies a presque **doublé** sur l'ensemble des biomes du pays[108]. On constate ainsi une augmentation des feux de l'ordre de **41 %** en **Amazonie**, **45 %** dans le **Cerrado, 63 %** dans la **Pampa** et **324 %** dans le **Pantanal**[109] où, entre janvier et septembre 2020, les flammes ont causé la disparition de **2 millions d'hectares**[110] et de **17 millions d'animaux**[111]. Plusieurs rapports ont pointé la **responsabilité humaine** dans ces **catastrophes environnementales**[112]. À la tribune de l'Organisation des Nations unies en septembre 2019, Jair Bolsonaro a accusé les ONG de provoquer ces feux[113].

À la destruction de la biodiversité par le feu s'ajoute la **déforestation**. Elle aussi a connu une **hausse significative** sous le mandat de Jair Bolsonaro : entre 2019 et 2021, l'équivalent d'**un peu plus de la surface de la Belgique** a été rasée en Amazonie (soit 34 215 km²). Le Projet

les peuples originaires qui occupent traditionnellement ces terres ». Voir : Articulation des Peuples Indigènes du Brésil (APIB), « Dossier international de dénonciations des peuples autochtones du Brésil » [PDF en ligne], août 2021, p.26.

108. « Analise da situacao atual do bioma pantanal », [pdf en ligne].

109. Situé à la frontière avec la Bolivie, le Pantanal est l'une des plus grandes zones humides de la planète abritant une des plus grandes biodiversités d'Amérique latine.

110. FIOCRUZ. Note technique « Incêndios florestais no Pantanal 2020 », [pdf en ligne].

111. « Distance sampling surveys reveal 17 million vertebrates directly killed by the 2020's wildfires in the Pantanal, Brazil », *Nature*, 2021.

112. À l'exemple dudit « jour du feu » : le 10 août 2019 dans l'État du Pará, avec la complicité des autorités locales et du gouvernement bolsonariste, des éleveurs et des entrepreneurs proches de l'agrobusiness ont décidé, en toute illégalité, de brûler un maximum de terres afin d'agrandir les parcelles d'élevages. Un an plus tard, les terres en question se sont retrouvées occupées par les bovins et l'enquête ouverte par le Ministère public fédéral n'a pas abouti à ce jour.

113. TERENA, Luiz Eloy. *Op. cit.,* p.44.

>

« Il n'a jamais existé de ministère de l'Environnement dont la mission est de se détruire lui-même, et c'est ce qui est en train de se passer sous le gouvernement Bolsonaro. Cela est tout à fait inédit. »

Suely Araujo, ancienne présidente de l'IBAMA[114]

de suivi de la déforestation en Amazonie par satellite a ainsi enregistré une augmentation de **22 % en un an** (entre 2020 et 2021), de **30 % en trois ans** et de **106 % en dix ans**. Un tel taux n'avait jamais été atteint depuis **2006** et n'a cessé de **croître depuis 2019**[115]. Ce phénomène n'est pas exclusif au biome amazonien : dans le **Cerrado**, la superficie déforestée est passée de **6 300 km² en 2018 à 8 500 km² en 2021** — soit une augmentation de **26 %** en trois ans[116]. À la déforestation s'ajoutent d'autres **menaces** comme la **recrudescence des groupes armés** et des **orpailleurs illégaux** sur des Terres Indigènes et des réserves naturelles, provoquant parfois de violents conflits. Selon le dernier rapport de *Global Witness*, **20 défenseur·euse·s de l'environnement** ont été **assassiné·e·s** au Brésil en 2020[117].

Midia Ninja

Malgré ce sombre tableau, la société civile continue de **lutter**. Des articulations d'associations comme ***Agro é Fogo*** ou des grandes ONG comme **Greenpeace** continuent de **mener des actions sur le terrain** et de **sensibiliser le public** sur les dangers des projets écocidaires des pouvoirs exécutif et législatif, ainsi que sur la **responsabilité des entreprises européennes** dans la **destruction** de l'Amazonie.

114. Entretien avec Suely Araujo, « Com Bolsonaro, política ambiental chegou ao "fundo do poço", diz ex-presidente do Ibama », Redebrasilatual.com.br, 7 février 2022.

115. Projet de suivi de la déforestation en Amazonie légale (PRODES), de l'Institut national de Recherches Spatiales (INPE), dernières données actualisées le 19 novembre 2021.

116. Projet de suivi de la déforestation dans le Cerrado, de l'Institut national de Recherches Spatiales (INPE), dernières données actualisées le 3 janvier 2022.

117. « Last line of defence », Rapport Global Witness, septembre 2021.

Exemple de RÉSISTANCE

L'« ACTE POUR LA TERRE » : QUAND LA CULTURE SE JOINT À LA DÉFENSE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PEUPLES AUTOCHTONES

Conçu par le chanteur **Caetano Veloso** avec le concours de diverses **organisations de défense de l'environnement** et des **droits humains** (Observatoire du Climat, Articulation des Peuples Indigènes du Brésil, Coalition Noire pour les Droits, Mouvement des Sans-Terre…), l'**« Acte pour la Terre »** a été **la plus grande mobilisation populaire** contre l'**écocide institutionnalisé** du gouvernement Bolsonaro depuis 2019. Le **9 mars 2022**, la pelouse faisant face au **Congrès** à **Brasilia** a donc été investie par des artistes de renom et par **plusieurs milliers** de citoyen·ne·s pour dénoncer les « *reculs inacceptables en termes de protection et de droits environnementaux*[118] » : « *Les projets de loi en cours peuvent* ***aggraver la situation****, car ils pourront* ***faciliter la déforestation****, permettre l'****exploitation minière*** *et l'****orpaillage*** *en terres indigènes et* ***vulnérabiliser la forêt*** *contre l'appropriation illégale des terres publiques et les criminels* », a affirmé Caetano Veloso devant le président du Sénat et une poignée de ministres du Tribunal Suprême Fédéral, présent·e·s pour l'occasion.

Dans son discours, l'**icône de la résistance culturelle** sous la dictature militaire (1964-1985) faisait référence au dit **« *pacote da destruição* »** (lot de la destruction), alors en discussion le jour-même au Parlement. Celui-ci contenait plusieurs **projets de loi** (PL) représentant une **menace directe** pour la biodiversité et la vie des peuples autochtones. Parmi eux les PL 2633/2020 et 510/2021 qui légalisent l'**accaparement de terres publiques** ; le PL 2159/2021 qui **flexibilise l'obtention des licences** et qui libère les entreprises de l'obligation de respecter certaines normes environnementales ; le **PL 191/2020** qui autorise l'**exploitation minière** et la **construction de barrages hydroélectriques** sur des **terres indigènes** ; le PL 6299/2002 qui permet la mise sur le marché de nouveaux pesticides ; ou encore le PL 984/2019 qui autorise la **construction d'une autoroute** dans le **Parc National d'Iguaçu**, dernière réserve de **forêt atlantique** à l'intérieur du Brésil[119]. Le combat contre la thèse juridique du **« seuil temporel »**, actuellement débattue à la Cour Suprême, a aussi animé les esprits[120].

En dépit de la mobilisation, le **caractère d'urgence pour l'appréciation** du PL 191/2020 a finalement été **approuvé** par le Parlement le 9 mars au soir. Toutefois cet événement, remarquable par son **ampleur** et sa défense de la **convergence des luttes**, a été un signal fort contre la **politique anti-environnementale** et **anti-autochtone** de Jair Bolsonaro. ●

118. BARBIERI, Luiz Felipe *et al.* « Manifestation d'artistes à Brasilia : découvre ce que disent les projets de loi qui motivent l'acte pour la Terre » [en ligne]. *G1*, 09/03/2022.

119. Articulation des Peuples Indigènes du Brésil (APIB), doc. cit.

120. Voir le volet sur les populations autochtones de ce Baromètre pour plus d'informations.

Oruê Brasileiro

ÉDUCATION

Avec la culture, l'**éducation** est devenu un « front »[121] de la **guerre culturelle** menée par le président Jair Bolsonaro. Durant sa campagne électorale, il avait déjà promis de **« dégauchiser »** l'enseignement au Brésil[122]. S'inscrivant dans les pas de **Michel Temer** (2016-2018), son gouvernement n'a jamais cessé depuis d'**attaquer** les enseignant·e·s, d'**entraver les libertés académiques** et de **démanteler l'éducation publique** déjà exsangue. Sa série de **mesures anti-éducatives** d'inspiration **néolibérale** et **réactionnaire**, ajoutée à l'impact de sa **gestion catastrophique** de la pandémie, a **mis en danger l'avenir de près de 50 millions de jeunes brésilien·ne·s**, de l'école primaire à l'université[123].

Idéologiquement proches de l'autoproclamé « philosophe » **d'extrême droite Olavo de**

121. PIRES, Breiller. « Education : le premier "front" de la guerre culturelle du gouvernement Bolsonaro » [en ligne], *El Pais Brasil*, 05/11/2018.

122. ALESSI, Gil. « Le plan de Bolsonaro pour "dégauchiser" l'éducation va au-delà de l'École sans parti » [en ligne], *El País Brasil*, 23/05/2019.

123. Instituto Brasileiro de Estudos e Pesquisas Educacionais Anísio Teixeira (INEP) « Censo da Educação Superior 2020 » [PDF en ligne], février 2022 et Instituto Nacional de Estudos e Pesquisas Educacionais Anísio Teixeira (INEP). « Censo da Educação Básica 2021 : notas estatísticas » [PDF en ligne], janvier 2022.

3,45 milliards DE REAIS
ont été investis dans l'éducation en 2022, contre près de 20 milliards en 2015 sous le gouvernement de Dilma Rousseff[124].

Carvalho et du **mouvement ultraconservateur *Escola sem Partido*** (École sans Parti), le chef de l'État et ses **cinq ministres de l'Éducation successifs** se sont donc distingués par leur volonté de mettre à mal l'**éducation publique, laïque** et **inclusive**, voire de la **« criminaliser »**[125]. Du théologien catholique Ricardo Vélez Rodriguez au pasteur évangélique Milton Ribeiro en passant par le fervent anticommuniste Abraham Weintraub, tous ont été à l'origine de **déclarations** et de **propositions controversées** : tentative de révision des **manuels scolaires d'histoire** afin qu'ils soient plus favorables à la **dictature militaire** (1964-1985)[126] ; volonté de réserver les universités à une **« élite intellectuelle »**[127] et de les **« purger »** du **« marxisme culturel »**[128] ; imposition de **filtres idéologiques** aux questions de l'Examen National de l'Enseignement Moyen (ENEM)[129] ; **révocation des quotas raciaux** pour les entrées en master et en doctorat[130] ; projet d'ouverture de **216 écoles « civico-militaires »** à l'horizon 2023[131]...

Sous le gouvernement Bolsonaro, l'**éducation** a été le **secteur le plus touché** par **l'asphyxie budgétaire**[132] : en 2019, la moitié des crédits alloués à la recherche ont été gelés[133]. En 2021, un autre **gel de 5 milliards de reais** (environ 780 mille euros) a impacté le ministère de l'Éducation[134], malgré la nécessité d'investissements en période de pandémie. Enfin, les **universités fédérales** ont souffert la même année d'une **réduction de plus d'un milliard** de reais dans leur budget annuel – soit une diminution de 20 % par rapport à 2020[135]. Ces **restrictions**

124. CAFARDO, Renata, art. cit.

125. MIGUEL, Luis Felipe. « Une criminalisation de l'éducation au Brésil ? » [en ligne]. *Brésil(s)*, 16/07/2018.

126. Rédaction d'El País Brasil, « Le ministre promet de changer les manuels scolaires en faveur d'une "vision plus ample" de la dictature militaire » [en ligne]. *El País Brasil*, 03/04/2019.

127. BASILIO, Ana Luiza. « Souvenez-vous des polémiques et confusions de Ricardo Vélez… » [en ligne]. *Carta Capital*, 08/04/2019.

128. Rédaction de la Folha de São Paulo. « Le nouveau ministre de l'Éducation défend la purge du marxisme culturel » [en ligne]. *Folha de São Paulo*, 8/04/2019. Le *marxisme culturel* est une expression qui « *renvoie, pêle-mêle, au politiquement correct, au socialisme, au multiculturalisme, au féminisme, aux partisans de l'avortement et à la supposée théorie du genre. En résumé, tout ce qui semble menacer l'ordre social traditionnel et les valeurs chrétiennes* ». Voir : CAPANEMA, Silvia *et al.* « Au Brésil, la croisade de Bolsonaro et de ses soutiens contre la culture ». *Le Monde*, 28/01/2020.

129. VALFRE, Vinicius. « Weintraub défend "l'ENEM sans dictature" » [en ligne]. UOL Education, 18/01/2020. L'ENEM est au Brésil l'équivalent du baccalauréat en France.

130. OLIVEIRA, Joana. « Weintraub quitte le ministère de l'Education et révoque avant les quotas pour les noirs et les autochtones en post-graduation » [en ligne]. *El País Brasil*, 18/06/2020.

131. BRASIL, « Le programme "écoles civico-militaires" devra compter plus de 200 collèges d'ici 2023 » [en ligne]. Gouvernement Fédéral, 28/06/2021. En 2021, les écoles civico-militaires étaient au nombre de 74.

132. Rédaction Rede Brasil Atual « L'éducation est le secteur le plus atteint par les coupures budgétaires de Bolsonaro » [en ligne]. *Rede Brasil Atual*, 23/04/2021.

133. ANGELO, Claudio « Le gouvernement brésilien gèle presque la moitié de ses dépenses dans la science » [en ligne]. *Nature*, 08/04/2019.

134. Rédaction Rede Brasil Atual, art. cit.

135. PUENTE, Beatriz. « Les universités fédérales subiront une coupure d'au moins 1 milliard dans leur budget » [en ligne]. CNN Brasil, 11/05/2021.

« Au Brésil, l'effet sur le long terme de la Covid-19 affectera l'éducation. Une génération entière restera profondément marquée par la pandémie et le Brésil devra multiplier les actions afin de surmonter les pertes de l'apprentissage. Ceci doit être une priorité pour le pays. »

Denis Mizne, directeur exécutif de la Fondation Lemann[136].

budgétaires excessives ont menacé non seulement l'**entretien des campus** et l'**achat de matériel pédagogique**, mais aussi le **montant des aides financières allouées** aux étudiant·e·s. Ainsi, 11 811 bourses d'études ont connu une **réduction significative** huit mois après l'arrivée de Bolsonaro au pouvoir[137]. Il est officiellement le **président** qui a **le moins investi dans l'éducation** depuis les années 2000[138].

Au-delà d'alerter sur les dangers d'une telle **politique de paralysie budgétaire**, la dernière enquête du *Global Public Policy Institute* (GPPI) pointe une volonté de **mise au pas de la recherche** comme une série d'entraves à l'**autonomie académique**[139]. Depuis 2019, Bolsonaro a en effet désigné dix-huit **nouveaux recteurs d'universités** idéologiquement alignés sur ses idées[140]. Le GPPI rappelle que **dix-huit universitaires brésilien·ne·s** ont été forcé·e·s à l'**auto-exil à l'étranger**, dont la chercheuse en sciences sociales **Débora Diniz**. Une ordonnance du ministère de l'Éducation datant de décembre 2019 **limite considérablement la mobilité** des enseignant·e·s-chercheur·euse·s brésilien·ne·s à l´étranger[141].

136. Itau Social, « Les familles de 40 % des écoliers de l'enseignement primaire affirment qu'ils risquent d'abandonner l'école à cause de la pandémie » [en ligne]. *Itau Social*, 29/06/2021.

137. GALVANI, Giovanna. « Le gouvernement Bolsonaro coupe plus de 5 600 nouvelles bourses de la CAPES » [en ligne]. *Carta Capital*, 02/09/2019.

138. CAFARDO, Renata. « Les budgets d'investissement dans l'éducation et la science retournent au niveau des années 2000 » [en ligne]. *UOL*, 13/02/2022.

139. MENDES HÜBNER, Conrado *et al.* « La liberté académique au Brésil » [PDF en ligne], septembre 2020.

140. CAFARDA, Renata. « À cause des recteurs choisis par Bolsonaro, la tension politique monte au sein des universités » [en ligne]. *UOL*, 19/09/2021.

141. BRASIL, « Ordonnance n°2.227 du 31 décembre 2019 » [en ligne]. Journal officiel de l'Union, 02/01/ 2020.

MST Brasil

La **pandémie de la Covid-19** a enfin révélé le **cruel désinvestissement du gouvernement Bolsonaro** en matière d'éducation et le **sous-équipement des établissements scolaires**, tout en creusant des **inégalités sociales, économiques et géographiques** déjà criantes. L'impact de la crise sanitaire sur la scolarité de **48 millions de jeunes brésilien·ne·s** sera difficilement réversible : **quatre ans de retard** dans l'apprentissage ont été cumulés (**la moitié** des enfants de six à sept ans ne savaient toujours pas lire ni écrire en 2021)[142], **un million d'élèves** se sont retrouvé·e·s dans l'impossibilité de suivre les cours (faute de matériel informatique adapté ou d'une connexion wifi stable)[143], **beaucoup ont connu une détérioration** de leur **santé mentale** et/ou ont vu leurs conditions de vie se dégrader. On estime, en 2020, à **4 millions** le nombre d'enfants, d'adolescent·e·s et de jeunes adultes ayant **décroché de leurs études**, principalement pour des **raisons financières**[144].

Malgré ce sombre tableau, les luttes pour l'éducation ont contraint le parlement à inscrire dans la Constitution le **Fonds de Maintien et de Développement de l'Éducation de Base** (FUNDEB), permettant un financement aussi pérenne qu'assuré du système éducatif brésilien, des crèches aux lycées[145].

142. DE SOUZA PORTELA, André *et al.* « Perte de l'apprentissage au Brésil durant la pandémie de covid-19 et avancée de l'inégalité éducative » [PDF en ligne]. FGV EESP, novembre 2020.

143. Itau Social *et al.* « L'éducation non-présentielle selon les étudiants et leurs familles » [PDF en ligne], mai 2021.

144. Rédaction de Folha de São Paulo, « Environ 4 millions ont abandonné leurs études affirme une enquête » [en ligne]. *Folha de São Paulo*, 22/01/2021.

145. Agência Brasil, « Le parlement approuve le nouveau Fundeb et augmente la participation fédérale dans l'éducation de base » [en ligne]. *Carta Capital*, 22/07/2020.

Exemple de RÉSISTANCE

LE « TSUNAMI POUR L'ÉDUCATION » DU 15 MAI 2019

Quatre mois à peine après l'investiture de Jair Bolsonaro, **une marée humaine** a déferlé dans plus de **200 villes** des **vingt-sept États** de la Fédération. À l'appel de l'**Union Nationale des Étudiants** (UNE), de l'**Union Brésilienne des Élèves du Secondaire** (UBES) et de divers syndicats de travailleur·euse·s, enseignant·e·s, élèves, étudiant·e·s ou simples citoyen·ne·s attaché·e·s à une **éducation publique de qualité** ont battu le pavé le **15 mai 2019** afin de dénoncer les **drastiques coupures budgétaires** prévues par le gouvernement. Ce **« tsunami pour l'éducation »** s'est accompagné d'une grève d'un jour du corps enseignant dans les **universités fédérales** et les écoles de tout le pays.

En déplacement aux États-Unis, le président Bolsonaro a réagi, sur fond de **complotisme**, en **insultant** le **million et demi** de manifestant·e·s : « *Ce sont des militants. Ils n'ont rien dans la tête [...]. Ils ne savent rien. Ce sont des* ***idiots utiles,*** *des* ***imbéciles*** *qui* ***sont utilisés*** *comme une* ***masse de manœuvre*** *par une* ***minorité experte*** *qui compose le noyau de beaucoup d'universités fédérales du Brésil*[146] ».

Devant les journalistes, Bolsonaro a également affirmé qu'il **« *n'existait pas de coupures* »**, que l'éducation **« *laissait à désirer* »** dans son pays et a **pointé du doigt** la gestion des gouvernements du **Parti des Travailleurs** (PT) en la matière — qui sont pourtant ceux qui ont le **plus investi** dans ce domaine depuis la démocratisation du Brésil en 1985[147].

Les **déclarations polémiques** d'**Abraham Weintraub**, alors ministre de l'Éducation, étaient également dans tous les esprits. Quelques semaines plus tôt, celui-ci avait en effet promis de **« purger »** les campus brésiliens du **« marxisme culturel »** et avait déclaré que « *les universités qui, au lieu de chercher à améliorer leur* ***performance académique****, continueraient* ***à foutre le bordel****, verront leurs budgets réduits*[148] ». Des mois plus tard, il a de nouveau défrayé la chronique en affirmant qu'il y aurait au sein des campus universitaires des **« *plantations extensives de cannabis* »** et que les laboratoires des facultés de chimie

146. Rédaction de G1, « Bolsonaro affirme bloquer les budgets de l'éducation par nécessité, mais qualifie les manifestants de "idiots utiles" et de "masse de manœuvre" » [en ligne]. *G1*, 15/05/2019.

147. CAFARDO, Renata, art. cit.

148. TENENTE, Luiza. « Comprenez les coupures de budget des universités fédérales et découvrez à quoi ressemblent les budgets des 10 plus grandes » [en ligne]. *G1*, 15/05/2019.

Sâmia Bonfim / Emancipa

servaient à « développer des drogues synthétiques[149] ».

Aux quatre coins du pays, dans les grandes comme dans les petites villes, les manifestant·e·s ont brandi pancartes et banderoles sur lesquelles étaient inscrits : **« Plus de livres, moins d'armes »**, « Lutte comme une professeure », « Qui fout le bordel est le gouvernement », **« L'éducation n'est pas une dépense mais un investissement »** ou encore « Bolsonaro, sans science il n'y a pas de viagra »[150]... Certaines rendaient également hommage à Marielle Franco et quelques protestataires ont agité le drapeau brésilien, symbole national usurpé par la droite conservatrice depuis le coup d'État parlementaire de 2016[151].

C'est à partir de cette mobilisation nationale que la popularité du président Bolsonaro a entamé sa lente décrue — même si celle-ci a connu quelques rebonds jusqu'à nos jours[152]. Elle sera suivie d'une autre vague de manifestations en faveur de l'éducation le 30 mai 2019, puis par la grève générale du 14 juin contre la réforme des retraites.

149. BERMUDEZ, Carla. « Sans preuves, Weintraub affirme que les fédérales abritent des plantations extensives de cannabis » [en ligne]. UOL, 22/11/2019.

150. Rédaction de G1, « Photos : banderoles et pancartes des manifestations contre les coupures dans l'éducation » [en ligne]. *G1*, 15/05/2019.

151. STUENKEL, Oliver. « Il est nécessaire de sauver les symboles nationaux de l'extrême-droite » [en ligne]. *El País Brasil*, 15/06/2019.

152. « Enquête d'opinion sur la popularité du gouvernement Bolsonaro » [en ligne]. Wikipédia, consulté le 04/04/2022.

Pedro Biava

11 Baromètre d'alerte

VIOLENCE POLITIQUE

Tous les deux ans, depuis 1988, chaque année électorale est le théâtre d'assassinats et d'agressions de tous types contre des candidat.es, leurs équipes et leurs partisan.es. En 2016, le constat d'une « banalisation » de la violence politique est fait dans l'espace public, y compris virtuel. Il se cristallise dans l'exécution de la conseillère municipale de Rio de Janeiro, Marielle Franco, et de son chauffeur, Anderson Gomes, le 14 mars 2018. Quatre ans plus tard, le commanditaire n'a toujours pas été formellement identifié et l'enquête souffre de nombreuses entraves politiques.

Ces dernières années, la violence politique a touché l'ensemble de la société civile et s'est déversée contre les institutions. Les oppositions sont stigmatisées par les forces au pouvoir, dont certaines assument mener une **guerre culturelle contre un prétendu « endoctrinement marxiste »** de l'État brésilien. La violence s'exprime aussi dans la politique et prend diverses formes, dont la judiciarisation. Dans ce registre, le cas le plus emblématique est celui de l'ancien président Lula (2003-2011), qui a finalement été reconnu innocent de tous les chefs d'accusation pour lesquels il avait

18 % des FEMMES POLITIQUES sont la cible d'agressions physiques contre des élu.e.s, 31 % des cas de menaces et 76 % des cas d'offenses.

été détenu en 2018 alors qu'il comptait se représenter aux élections.

La violence politique électorale au Brésil se caractérise par une absence de données institutionnelles et répond à des discriminations structurelles telles que le racisme, le patriarcat et le colonialisme. Sa **banalisation** s'observe par son **intensification et son omniprésence entre 2016 et 2020**. Il en résulte des persécutions et menaces de morts poussant des personnalités politiques à l'exil, comme celui choisi par Jean Wyllys, ancien député gay, et Marcia Tiburi, candidate au gouvernement de l'État de Rio de Janeiro en 2018, ou des chercheuses Larissa Mies Bombardi, sur la question des pesticides, et Débora Diniz sur l'avortement[153].

Se basant sur le panorama dressé par les ONG *Terra de Direitos* et *Justiça Global*, ce baromètre alertait, dès 2021, sur **au moins 327 cas de violence à l'encontre d'hommes et femmes politiques** sur la période 2016-2020. De même, jusqu'au 1er septembre 2020, le pays a observé une augmentation de 37 % des cas par rapport à la même période en 2016[154].

La violence électorale, ciblée, déstabilise le processus de représentation politique des groupes historiquement sous-représentés. **C'est autant une violence de genre que raciste.** En 2020, les femmes sont sous-représentées dans la vie politique brésilienne, occupant 13 % des sièges dans les chambres législatives municipales, des États et fédérales. Elles sont pourtant la cible de 18 % des cas d'agressions physiques, 31 % des cas de menaces et 76 % des cas d'offenses. Ces agressions ont souvent lieu dans leurs espaces de travail et se cumulent avec des campagnes diffamatoires sur les réseaux sociaux, comme l'a démontré l'agression sexuelle dont fut victime Isa Penna, députée de l'État de São Paulo, lors d'une session parlementaire en décembre 2020, suivie de nombreux mois d'agressions en ligne.

Ces attaques s'inscrivent dans la continuité des révélations, depuis 2019, de la constitution d'un **« cabinet de la haine » par le clan Bolsonaro**. En charge de la **stratégie digitale bolsonariste**, il constitue des dossiers contre les ennemi.es du président et mène des campagnes massives de harcèlement en ligne.

La violence politique contre les communautés autochtones. Le nombre d'élu·e·s autochtones continue d'augmenter : 234 personnes issues de 71 peuples autochtones différents ont été élues dans plusieurs villes lors des municipales de 2020 contre seulement 169 en 2016. Parmi elles, 31 sont des femmes, deux fois plus qu'en 2016. Or, selon la seule députée fédérale, Joênia Wapichana (pour le parti Rede, de l'État de Roraima), la plupart de ces femmes reçoivent encore moins de soutien financier que les hommes autochtones pour leurs campagnes électorales ou pour se défendre des agressions quotidiennes. Ces agressions ne sont que les reflets de la violence contre les peuples autochtones : l'augmentation des **assassinats des leaders autochtones** devrait être perçue comme un crime politique également car elle >

153. PICHARD, Guy. « Persécutions, diffamation, menaces de mort : au Brésil, Bolsonaro force les lanceurs d'alerte à s'exiler », *Basta !*, 8 septembre 2021.

154. « Violence politique et électorale au Brésil - Aperçu des violations des droits humains de 2016 à 2020 », publié par les ONGs *Terra de Direitos* et *Justiça Global*.

« La violence politique est en train de détruire la démocratie brésilienne. »

Clément Nyaletsossi Voule, rapporteur spécial des Nations unies sur le droit de réunion pacifique, lors d'une conférence de presse le vendredi 8 avril 2022.

> dénote l'intention de les éliminer des espaces et des processus politiques.

Les **femmes noires** ont une expérience comparable dans les espaces politiques, selon l'étude réalisée par l'Institut Marielle Franco en 2021. Au total, 98,5 % d'entre elles (élues ou non[155]) ont souffert de la violence politique : 62 % disent avoir souffert de violences psychologiques, 42 % de violences physiques et 32 % d'agressions sexuelles. Parmi ces femmes, 44 % déclarent que la nature de l'agression était raciste[156]. Enfin, **l'espace virtuel est la principale scène des crimes de violence politique contre les femmes** : 78 % d'entre elles sont harcelées en ligne.

Depuis 2020, des réponses politiques sont actées, mais pas encore mises en œuvre. En août 2021, une nouvelle loi qualifie de crime dans le Code électoral « *toutes les actions qui visent à harceler, embarrasser, humilier ou menacer des femmes dans l'exercice de leurs droits politiques et de leurs fonctions publiques* ». Cette loi détermine, par ailleurs, que les statuts des partis politiques doivent contenir des règles de prévention et de sanction au sein de leur organisation.

155. Membre des mandats collectifs, voir glossaire de l'Observatoire de la démocratie brésilienne.

156. Les éditions 2021 et 2020 du rapport « Violence politique de genre et de race » par l'Institut Marielle Franco sont disponibles en ligne en portugais https://www.violenciapolitica.org/

Exemple de RÉSISTANCE

En décembre 2021, le vice-procureur général électoral, agent du ministère public fédéral, a créé un groupe de travail pour combattre ce type de violence, anticipant déjà ce qui pourrait se produire lors des élections de 2022. Ce qui inquiète les observateurs nationaux et internationaux est la fragilisation du système électoral par le président de la République lui-même. Le rapporteur spécial des Nations unies a ainsi mis en garde en mai 2022 contre les rumeurs qui jettent le doute sur le processus électoral électronique sans apporter aucun fait ou évidence. Un scénario comparable à celui de l'invasion du Capitole à Washington est dans l'imaginaire des promoteurs.trices de la violence, comme de celles et ceux qui défendent la démocratie. •

Midia Ninja

12 Baromètre d'alerte

VIOLENCE CONTRE LA LIBERTÉ DE PRESSE

Le scénario des violences contre la presse s'est intensifié en 2021, année qui a marqué le plus grand nombre d'agressions, soit 430, contre des journalistes et des médias, enregistrées par la FENAJ-Fédération nationale des journalistes[157] depuis le début de la série historique dans les années 1990. Les cas de censure ont atteint 140, dont 138 ont été commis au sein de l'**EBC (Entreprise brésilienne de communication)**, actuellement **transformée en espace de propagande du gouvernement fédéral** et sous la menace d'une privatisation.

À lui seul, Jair Bolsonaro reste le principal auteur d'agressions, avec plus de 34 % des attaques documentées par la FENAJ : 129 épisodes de discrédit de la presse et 18 attaques verbales. La catégorie « discrédit » a dû être créée en 2019 en raison de la posture >

157. Rapport de la Fédération nationale des journalistes (FENAJ), 2021. Les attaques contre les journalistes et le journalisme restent élevées et totalisent 430 cas en 2022, « Ataques a jornalistas e ao jornalismo mantêm patamar elevado e somam 430 casos em 2021 » [en ligne], 22 janvier 2022.

AUGMENTATION DE **248,5 %**
des attaques contre des professionnel.les de la communication et des médias entre 2019 et 2022.

> du président de la République et de ses alliés qui **attaquent systématiquement, sur leurs réseaux sociaux, les journalistes dans l'exercice de leurs fonctions.**

Les chiffres de l'Abraji (Association brésilienne du journalisme d'investigation) sont similaires[158]. L'organisation a recensé 453 attaques contre des professionnels de la communication et des médias en 2021 : 69 % d'entre elles ont été menées par des agents de l'État. Le rapport révèle l'aggravation de ce scénario au fil des ans. Entre 2020 et 2021, par exemple, les cas d'agression ont augmenté de 23,4 %. De 2019 à aujourd'hui, cette augmentation atteint 248,5 %. Ce n'est pas pour rien qu'en 2021, le pays est entré dans la zone rouge du classement mondial de la liberté de la presse de Reporters sans frontières[159].

La banalisation des attaques contre la presse est telle que, rien qu'entre mars et juillet 2021, Reporters Sans Frontières (RSF) et l'Institut technologie et société de Rio ont enregistré un demi-million de messages contenant des hashtags d'attaque contre la presse, uniquement sur Twitter. Le principal groupe d'agresseurs virtuels est celui qui soutient le gouvernement fédéral sur les réseaux. Les grands groupes de médias, considérés comme critiques du gouvernement par ses partisans, et les femmes journalistes sont des cibles privilégiées. Environ 20 % du nombre total de tweets publiés l'ont été par des comptes présentant une forte probabilité de comportement automatisé.

Les campagnes de désinformation contre les professionnels de la communication et les défenseurs des droits humains persistent également. Une recherche de *Gênero e Número* avec RSF a montré que cette pratique, couplée à la violence politique en ligne contre les femmes journalistes et les personnes LGBTQIA+, a impacté 55 % des professionnels interrogés en 2021, suscitant chez 15 % d'entre eux des problèmes de santé mentale.

Depuis 2020, le Parlement brésilien discute d'un projet de loi visant à réguler les plateformes, à réduire les attaques de masse sur les applications de messagerie, à révéler les comptes automatisés et à fixer des règles pour l'utilisation des comptes par les autorités publiques. Le projet de loi 2630/20 rencontre toutefois une forte résistance de la part des entreprises, mais aussi du gouvernement fédéral, qui a tenté, en septembre 2021, d'interdire aux réseaux sociaux de modérer les contenus. **L'objectif du gouvernement Bolsonaro est d'empêcher l'action des plateformes contre les comptes qui propagent désinformation et discours violents.**

Au Parlement, le gouvernement travaille également à modifier la législation pour faire face au terrorisme, en assouplissant les concepts et les actions qui permettraient de qualifier les activités des mouvements sociaux d'actes terroristes et de les criminaliser en conséquence.

158. Rapport de suivi des attaques contre les journalistes au Brésil, 2022, Association brésilienne de Journalisme d'Investigation (Abraji). [en ligne], 07 avril 2022.

159. Classement RSF 2021 : les analyses régionales, Reporters Sans Frontière.

« Le travail de terrain de Dom Phillips et Bruno Pereira était encore plus important, car il garantissait, même dans les conditions les plus difficiles, le droit de la population à accéder à l'information. »

Communiqué, collectif d'organisations de journalistes

Exemple de RÉSISTANCE

L'ASSASSINAT POLITIQUE DE BRUNO PERREIRA ET DOM PHILIPPS, DÉFENSEURS DE LA FORÊT

Bruno Pereira, expert indigéniste brésilien, et Dom Phillips, journaliste correspondant britannique, ont été vus pour la dernière fois le 5 juin 2022, près d'Atalaia do Norte dans la vallée de Javari, à l'ouest de l'Amazonie brésilienne. Le 15 juin, la police brésilienne a finalement annoncé avoir retrouvé leurs corps. Ils sont les nouvelles victimes de la guerre menée par Bolsonaro et les groupes politiques alliés de l'agrobusiness contre l'environnement et les peuples de la forêt. Pourtant, comme le dit Eliane Brum dans une tribune du 16 juin 2022, « *la mort violente des autochtones, des paysans, des leaders indigènes, des écologistes est fréquente. Pas celle de journalistes. [...] La disparition de Dom Phillips et Bruno Pereira marque un basculement dans la guerre contre l'Amazonie*[160] ». Elle est rejointe par Patricia Campos Mello, actuelle directrice de l'Association brésilienne de journalisme d'investigation (Abraji), qui décrit une « *rhétorique de déshumanisation des journalistes* » par le gouvernement et par Bolsonaro en particulier.

Ces dernières années, l'Amazonie brésilienne est devenue plus risquée pour les gardiens de la forêt, ainsi que pour les journalistes. Le gouvernement fédéral ainsi que les États et les municipalités tolèrent de plus en plus des activités criminelles devenues courantes. Dès le début de l'enquête sur l'assassinat de Bruno et Dom, l'*Amazon Advisory Committee of the Pulitzer Center's Rainforest Journalism Fund* a apporté son soutien financier pour que des journalistes puissent faire la lumière sur les faits. Ce n'est pas toujours le cas. Depuis deux ans, peu de progrès ont été réalisés dans l'enquête portant sur l'assassinat de l'indigéniste Maxciel Pereira dos Santos, le 6 septembre 2019, sous les yeux de sa famille, dans cette même vallée de Javari. •

160. BRUM, Eliane. « La disparition de Dom Phillips et Bruno Pereira marque un basculement dans la guerre contre l'Amazonie », [en ligne], *Basta !*, 16 juin 2022.

Mídia Ninja

13 Baromètre d'alerte

CULTURE

Ces quatre dernières années, les **secteurs artistiques et culturels** ont été très durement touchés par la **croisade conservatrice et réactionnaire** du président Jair Bolsonaro. Une de ses premières décisions a été de **supprimer définitivement le ministère de la Culture**, transformé au fil de son mandat en **secrétariat d'État** dépendant dans un premier temps du ministère de la Citoyenneté, puis du Tourisme[161]. Fidèles de l'**idéologue** d'**extrême droite Olavo de Carvalho**[162], le chef de l'État et ses secrétaires à la Culture ont pendant quatre ans attaqué frontalement **ses travailleur·euse·s et ses institutions** — soupçonnées de diffuser une prétendue **« idéologie de genre »**[163] et le **« marxisme culturel »**[164] au sein de la société brésilienne. Le **démantèlement** de la **loi Rouanet**, pilier

161. POUJADE, Olivier et RENARD, Camille. « Le Brésil de Bolsonaro : la culture en péril » [en ligne]. *France Culture*, 20/01/2019.

162. LECOT Julien, « Au Brésil, Jair Bolsonaro perd Olavo de Carvalho, son gourou et mentor » [en ligne]. *Libération*, 25/01/2022.

163. L'expression « idéologie de genre » (parfois aussi appelée théorie du genre), est un argument rhétorique servant à discréditer non seulement les mouvements féministes mais aussi l'existence de l'identité de genre en elle-même.

164. Le « marxisme culturel » est une expression qui « *renvoie, pêle-mêle, au politiquement correct, au socialisme, au multiculturalisme, au féminisme, aux partisans de l'avortement et à la supposée théorie du genre. En résumé, tout ce qui semble menacer l'ordre social traditionnel et les valeurs chrétiennes* ». Voir : CAPANEMA, Silvia *et al.* « Au Brésil, la croisade de Bolsonaro et de ses soutiens contre la culture ». *Le Monde*, 28/01/2020.

93 % c'est le pourcentage de diminution des cachets des artistes avec la nouvelle loi Rouanet[165]

de la promotion et production culturelle brésilienne, en février 2022, illustre le climat de **guerre culturelle** actuellement en cours au Brésil[166].

La **Constitution de 1988 interdisant** formellement la **censure**, le gouvernement bolsonariste et ses **bases locales** auront néanmoins tenté d'exercer une **forme de contrôle** sur la production artistique et culturelle par des **voies détournées**. En juillet 2019, Jair Bolsonaro avait menacé de **privatiser** (voire de **supprimer**) l'**Agence Nationale du Cinéma** (ANCINE) s'il ne parvenait pas à imposer à l´organe de promotion du septième art brésilien ses propres **« filtres » idéologiques**, d'inspiration **chrétienne** et **nationaliste**[167]. Une **mainmise de l'exécutif sur la culture** qui s'est aussi exprimée par le **licenciement abusif** de fonctionnaires[168], la **nomination arbitraire de proches** du président au sein d'**institutions culturelles fédérales**[169] ou encore le **refus de soutenir financièrement** des événements culturels trop critiques envers le gouvernement. Une tentative de **censure indirecte** qui fait écho aux mots de l'ancien secrétaire d'État à la Culture Roberto Alvim — lequel souhaitait former une « ***armée de grands artistes*** *spirituellement engagés avec [leur] président et ses idéaux*[170] ».

Fonctionnaire exonéré par l'actuel secrétaire d'État à la Culture Mario Frias, Mauricio Noblat Waissman a signalé un climat de **« *chasse aux sorcières* »** au sein du secrétariat depuis l'arrivée de Jair Bolsonaro au pouvoir : « *Cette idée d'**olavisme culturel** fondée sur la paranoïa qui prétend que **tout le monde est communiste** (...), cette paranoïa basée sur le complot à plein temps ne produit rien de bon* », a-t-il affirmé à *Globo* après son licenciement[171].

En une décennie, le **budget de l'État alloué à la culture** a par ailleurs baissé de **plus de la moitié**, passant de près de 4 milliards de reais en 2010 à seulement 1,3 milliards en 2020 (d'environ 623 millions à environ 202 millions d'euros)[172]. **Les organes fédéraux dédiés à la culture** ont vu aussi leur budget également réduire **de moitié** entre 2011 et 2021, comme cela a été le cas pour la Fondation Nationale des Arts (FUNARTE), pour l'Institut du Patrimoine Historique et Artistique National (IPHAN) ou encore pour la Fondation Palmares[173]. Cette **politique**

165. CUNHA, Gustavo. *O Globo*, art. cité.

166 CUNHA, Gustavo. « Le gouvernement Bolsonaro officialise une série de changements de la loi Rouanet » [en ligne]. *O Globo*, 08/02/2022. La loi Rouanet, votée en 1991, est une loi fédérale d'encouragement à la culture par le biais d'exemptions fiscales en faveur des sponsors.

167. MAZUI, Guilherme. « "S'il n'y a pas de filtres, alors on supprimera l'ANCINE", dit Bolsonaro » [en ligne]. *G1*, 19/07/2019.

168. SOUSA, Ana Paula. « Les attaques de Bolsonaro à l'IPHAN dépassent la question culturelle et répondent aux intérêts des milliardaires » [en ligne]. Carta Capital, 11/03/2022.

169. SALOMÃO, Lucas. « Bolsonaro réduit de moitié le nombre de membres de l'industrie au Conseil National du Cinéma » [en ligne]. *G1*, 19/07/2019.

170. MOLICA, Fernando. « Le directeur de la Funarte décide de livrer un théâtre à Rio à une compagnie évangélique » [en ligne]. *Veja,* 03/10/2019.

171. DANTAS, Dimitrius. « Comment l'ANCINE survit au gouvernement Bolsonaro » [en ligne]. *G1* Cultura, 31/08/2021.

172. MOURA, Eduardo. « La culture perd la moitié de son budget fédéral lors de la dernière décennie et continue de chuter » [en ligne]. *Folha de São Paulo*, 07/09/2021.

173. ANTUNES, Leda. « Le budget fédéral de la culture réduit de moitié en dix ans » [en ligne]. *G1* Cultura, 05/09/2021. La Fondation Palmares est chargée de la promotion et de la préservation des valeurs culturelles, historiques, sociales et économiques de la population noire brésilienne.

>

Midia Ninja

> **« anti-culturelle »**[174] a donc provoqué une **immobilisation** des institutions culturelles et de la création artistique, faute de moyens financiers : « *Tout au long de 2019, 2020 et 2021, tout, ou presque tout, s'est retrouvé **paralysé*** », a déploré la productrice Mariza Leão à la revue *Carta Capital* en parlant de l'ANCINE[175].

Si la culture a progressivement perdu selon Célio Turino le **« rôle stratégique »** qu'elle avait sous le gouvernement Lula (2003-2012), elle a d'abord souffert de la **politique d'austérité budgétaire** de Michel Temer (2016-2018) puis du projet de **« destruction »** de Jair Bolsonaro : « *Nous sommes entrés dans un contexte de **guerre culturelle**. Ils ont tout fait pour **attaquer** les arts et la culture. C'est une **architecture de la destruction** sans précédent* », a ainsi affirmé l'ancien secrétaire à la Citoyenneté culturelle (2004-2010)[176]. Alice Portugal, présidente de la commission de la Culture de la Chambre des Députés a quant à elle dénoncé une « ***désactivation de la culture** promue de manière **articulée** et **planifiée** par le gouvernement fédéral*[177] ».

Laissé·e·s pour compte par l'exécutif, les **artistes et technicien·ne·s du spectacle vivant** ont enfin été particulièrement **précarisé·e·s** par la **pandémie**. Le monde de la culture a néanmoins pu être financièrement soutenu grâce aux lois **« Aldir Blanc »**[178] et **« Paulo Gustavo »**[179], portées par des **député·e·s de l'opposition**. Celles-ci ont cumulé près de **7 milliards de reais** (1,1 milliards d'euros environ) qui ont été redistribués aux États et aux municipalités de la Fédération afin de soutenir la **survie** de la **culture** et de ses **acteur·ice·s**.

174. VILELA, Pedro Rafael. « "La politique culturelle de Bolsonaro est anti-culturelle", affirme un ancien secrétaire » [en ligne]. *Brasil de Fato*, 11/01/2019. L'expression vient de João Brant, dernier secrétaire à la Culture du gouvernement Dilma Rousseff (2015 -2016).

175. SOUSA, Ana Paula. « Comment l'ANCINE survit au gouvernement Bolsonaro » [en ligne]. *Carta Capital*, 03/02/2022.

176. *Ibid.*

177. ANTUNES, Leda, art. cit.

178. BARBIERI, Luiz Felilpe. « Loi Aldir Blanc : la Chambre des Députés approuve une proposition qui prévoit 3 milliards annuels aux Etats et aux municipalités » [en ligne]. *G1*, 24/02/2022.

179. GARCIA, Gustavo. « Loi Paulo Gustavo : le Sénat approuve le transfert de 3.8 milliards destiné au secteur culturel… » [en ligne]. *G1*, 15/03/2022.

« Nous sommes en train de vivre une précarisation de la culture qui a de terribles conséquences sur notre quotidien, sur notre production artistique. »

Linn da Quebrada, chanteuse et actrice brésilienne travesti.

Exemple de RÉSISTANCE

RÉSISTER À L'ASPHYXIE BUDGÉTAIRE : L'EXEMPLE DE « SOS CINEMATECA BRASILEIRA »

Le **29 juillet 2021**, un **grand incendie** touche un des entrepôts de la **Cinémathèque brésilienne**. Fondée en **1946** et située à São Paulo, l'institution, **dépendant de nos jours du gouvernement fédéral**, conserve le plus grand fonds d'archives d'images en mouvement du Brésil[180]. Le bilan matériel est **lourd** et les **pertes sont inestimables** : plus de **quatre tonnes de fonds d'archives** (dont **2 000 copies de films** mais aussi des **scénarios originaux**, correspondances écrites et articles de presse) ont été réduites en cendres[181]. Quinze jours avant le drame, le **ministère public fédéral** avait traduit le **gouvernement Bolsonaro en justice** — l'accusant **« d'abandonner »** la Cinémathèque[182]. La **justice brésilienne** lui avait alors donné un **ultimatum** de 60 jours afin d'appliquer d'urgence une série de mesures correctrices. Membre du jury de la 74e édition du Festival de Cannes, le **réalisateur Kléber Mendonça Filho** avait alors dénoncé un **« *sabotage du système de soutien à la culture* »** de la part de l'État et avait plus tard qualifié l'incendie d'**« *acte d'agression contre la culture brésilienne*[183] ».**

180. AFP, « Brésil : un incendie détruit 2 000 copies de films de la Cinémathèque » [en ligne]. *Le Figaro*, 30/07/2021

181. RAYES, Chantal. « Quatre tonnes de documents de la Cinémathèque brésilienne partent en fumée » [en ligne]. *Libération*, 30/07/2021.

182. ACAYABA, Cíntia. « Le MPF a alerté le gouvernement fédéral des risques d'incendie à la Cinémathèque… » [en ligne]. *G1*, 29/07/2021.

183. RAYES, Chantal. *Libération*, art. cit.

>>>

Exemple de RÉSISTANCE

>>>

« Tragédie annoncée » pour beaucoup, cet incendie couronne **la plus longue crise de l'institution** depuis sa fondation[184]. Lors de son départ, en août 2019, son ancien directeur Francisco Campera avait alerté l'opinion publique sur la **vétusté des locaux**, le **manque de nouvelles infrastructures** (notamment de refroidissement) et de **personnels** qui pouvaient se révéler à court terme **désastreux** pour la **bonne conservation** des archives cinématographiques. Passée entre-temps sous le **giron du secrétariat d'État à la Culture**, la Cinémathèque n'avait pas reçu, en 2020, **l'enveloppe de 12 millions** de reais normalement allouée par le gouvernement fédéral (environ 1,9 millions d'euros à l'époque). La même année, celui-ci licencie **52 de ses fonctionnaires spécialisé·e·s** pour des raisons économiques[185]. Encore de nos jours, l'institution rencontre des **difficultés à payer** les **factures** d'électricité, mais aussi les **salaires** de ses employé·e·s — lesquel·le·s sont entré·e·s en **grève**[186].

De cette crise est né le mouvement **« SOS CINEMATECA »**. Deux mois avant l'incendie, le collectif avait organisé une **série de manifestations publiques contre la « négligence » du gouvernement Bolsonaro** et publié en ligne la **pétition-manifeste** « La Cinémathèque Brésilienne crie au secours »[187]. Dans celle-ci, « SOS CINEMATECA » dénonce un **« *processus continu de fragilisation institutionnelle* »** de la part du secrétariat de la Culture, lequel s'est **« *défait de ses responsabilités* »** en n'adoptant pas **les mesures nécessaires** à la **« *protection du patrimoine en danger*[188] »**. Signée par des **grands noms de l'audiovisuel** brésilien et international, cette pétition s'est accompagnée d'une **cagnotte en ligne** afin de pouvoir **rémunérer les fonctionnaires de l'institution**, non-payé·e·s depuis plusieurs mois.

Au début du mois de **mars 2022**, sa gestion a été finalement transférée à la **Société des Amis de la Cinémathèque** (qui l'avait déjà dirigée entre 2008 et 2013), en partenariat avec le secrétariat d'État à la Culture[189]. Après **des années de lutte de ses employé·e·s,** la Cinémathèque brésilienne prévoit de **rouvrir ses portes** au public et **réactiver sa programmation** dans les prochains mois. ●

184. *Le Figaro*, art. cit.

185. ARAUJO, Glauco. « Des fonctionnaires de la Cinémathèque sont renvoyés après que le gouvernement fédéral assume la gestion de l'institution » [en ligne]. *G1*, 13/08/2020.

186. G1 SP, « Un groupe manifeste de nouveau à la Cinémathèque à São Paulo contre les démissions, le risque d'incendie, le manque d'agents de sécurité et contre les factures d'électricité impayées » [en ligne]. *G1* SP, 14/07/2020.

187. Rédaction RBA, « Le mouvement en défense de la Cinémathèque organise une nouvelle manifestation contre la négligence du gouvernement Bolsonaro » [en ligne]. *Rede Brasil Atual*, 08/07/2022.

188. MANIFESTO C, « Cinemateca Brasileira pede socorro ». Avazz.org, 15/05/2020.

189. NUZZI, Vitor. « La Cinémathèque Brésilienne, en reconstruction, aura une nouvelle direction à partir de ce vendredi » [en ligne]. *Rede Brasil Atual*, 03/03/2022.

QUE NOUS DIT CE BAROMÈTRE ?

RIEN DE NOUVEAU, MAIS TOUT S'EST AGGRAVÉ

Midia Ninja

Aucun des phénomènes décrits dans ce Baromètre n'est nouveau. Pour toutes les thématiques choisies, les causes sont souvent structurelles : colonisation, esclavage, concentration des richesses et des ressources entre les mains d'une minorité, sont autant de facteurs expliquant les inégalités et violences actuelles.

Les attaques contre les personnes défendant les droits humains et l'environnement sont donc le produit de l'histoire du Brésil. Rien de nouveau alors, mais certainement de plus en plus grave !

Cette édition du Baromètre montre l'accélération et l'aggravation des attaques depuis l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro en janvier 2019. Ce dernier a été le fer de lance d'une avancée politique néolibérale et autoritaire qui a considérablement accentué la pression sur les populations les plus exclues et leur environnement. >

Vincent Devillard

BAROMÈTRE D'ALERTE

QUELQUES PRÉCISIONS CONCERNANT LES DONNÉES RÉCOLTÉES

Ce Baromètre est un outil construit en collaboration avec l'Observatoire de la démocratie brésilienne produit par Autres Brésils, qui collecte des données précises pour comprendre et étudier les menaces qui pèsent sur les mouvements sociaux brésiliens.

RÉCOLTER DES DONNÉES, UN PARCOURS SEMÉ D'EMBÛCHES

La collecte de données s'est heurtée à une difficulté majeure : ce qu'on appelle au Brésil le « black-out statistique ». Le gouvernement de Bolsonaro a cherché sciemment depuis le début à cacher, déformer ou supprimer les informations produites par les agences d'État qui porteraient préjudice à son image. Il a également réduit considérablement les budgets alloués à la recherche universitaire et à la production de statistiques officielles en même temps qu'il s'attaquait constamment aux différents rapports et données produites dans la période. Malgré ces limitations réelles, la société civile, alliée au monde de la recherche et des universités publiques, s'est illustrée par sa persévérance à vouloir renseigner les violations des droits humains commises tout au long de l'année. Cet effort académique et militant est à souligner, car c'est grâce à lui qu'un tel Baromètre a pu voir le jour.

UNE VISION GÉNÉRALE, SANS PRÉTENTION À L'EXHAUSTIVITÉ

La force de ce Baromètre consiste à aborder et rassembler dans un même document diverses thématiques, donnant à voir un panorama le plus ample possible de la situation des droits humains au Brésil pendant les quatre dernières années. Cependant, il ne prétend pas à l'exhaustivité, de nombreux autres focus auraient pu être choisis.

Midia Ninja

LA PANDÉMIE NE PEUT ÊTRE UNE EXCUSE !

Si la pandémie de la Covid-19 et l'arrêt de diverses activités économiques peuvent fournir un premier élément d'explication à la détérioration des conditions de vie de nombreux·ses Brésilien.ne.s depuis 2020, l'impact de cette crise sanitaire est à lire à la lumière d'un contexte déjà fortement marqué par une crise à de multiples niveaux. La pandémie est venue frapper un Brésil sensiblement affaibli par de multiples réformes néolibérales menées au moins depuis 2016, année du coup d'État institutionnel, démantelant les droits les plus fondamentaux. Elle est venue ainsi exacerber des inégalités déjà bien ancrées.

UNE PERMANENTE INCITATION À LA VIOLENCE CIBLANT LES POPULATIONS LES PLUS EXCLUES

Le Baromètre montre à quel point le comportement et les choix politiques du président et des membres de son gouvernement portent directement atteinte aux droits des populations les plus exclues. À travers des discours incitant à la haine et à la violence, des lois liberticides, des politiques publiques inadaptées, ils attaquent particulièrement certains segments de la population : les peuples autochtones, les communautés paysannes et traditionnelles, les femmes, les personnes LGBTQI+, les populations noires et des quartiers périphériques, etc. Plus encore que les deux précédentes éditions du Baromètre, celle-ci montre alors le caractère violent, antidémocratique et antipopulaire de la politique du gouvernement de Bolsonaro tout au long de son mandat.

UNE MODIFICATION DU RAPPORT ENTRE L'ÉTAT ET LA SOCIÉTÉ CIVILE

Ce Baromètre nous parle du nouveau rapport entre l'État et la société civile : à travers la création de nombreux conseils, institutions et programmes au début des années 2000, le Brésil s'était distingué en

Mari Stockler

> impulsant un processus de co-construction des politiques publiques entre l'État et les organisations de la société civile. Cette co-construction permettait au pays d'avancer dans le sens de l'approfondissement des droits politiques, économiques, sociaux et culturels. Cependant, ces espaces d'action conjointe ont été supprimés, réduisant la relation entre l'État et les acteurs sociaux à un lieu d'affrontement et de résistance.

↗ DE FAÇON TRANSVERSALE, DES QUESTIONS STRUCTURELLES NON RÉSOLUES

Tout comme dans les éditions précédentes, on observe dans ce Baromètre que le niveau de violence augmente lorsque l'on croise les différentes causes de discrimination possibles. Les questions de racisme et de violence de genre sont ainsi structurelles.

↗ COMMENT LA SOCIÉTÉ CIVILE RÉSISTE-T-ELLE ? UNE CRIMINALISATION CROISSANTE

En recueillant des informations pour ce Baromètre, il était frappant d'entendre à quel point les mouvements sociaux brésiliens se sentent menacés, attaqués, voire violentés. Leur action est de plus en plus risquée et entravée par un gouvernement qui les considère comme des « terroristes » à combattre. Il faut donc saluer en premier lieu la résistance et la persévérance de ces acteurs et actrices sur le terrain.

↗ UNE SOCIÉTÉ CIVILE QUI NE BAISSE PAS LES BRAS

Le choix a été fait dans ce Baromètre de mettre en avant des exemples de résistance. Ils illustrent une perception de la Coalition Solidarité Brésil, celle d'une société civile très engagée, très mobilisée, qui ne baisse

Vincent Devillard

pas les bras et sait faire preuve d'une grande créativité dans la manière de se mobiliser sur les territoires.

À travers des manifestations spontanées, des collectifs locaux, des articulations nationales ou internationales, cette société civile fait preuve d'un vrai dynamisme et d'une vraie force.

↗ UN TRAVAIL ARTICULÉ

Pour mener toutes ces actions, les organisations et mouvements sociaux ont su jouer la carte du collectif. De nombreux efforts d'articulation sont visibles, se matérialisant à travers des plateformes, des cartographies communes ou des réseaux qui s'appuient sur la complémentarité de leurs membres.

Ce Baromètre se fait donc l'écho de cris d'alerte face aux violations des droits humains, commises en toute impunité, mais est aussi le reflet d'une société civile brésilienne qui résiste, invente, se mobilise sur les territoires. La Coalition Solidarité Brésil est engagée à ses côtés. •

LE BRÉSIL RÉSISTE,
LUTTER N'EST PAS UN CRIME !

COALITION SOLIDARITÉ BRÉSIL

COLLECTIF DE 17 ASSOCIATIONS

- **Act Up Paris**
  https://www.actupparis.org/
- **Acteurs dans le monde Agricole et Rural (AMAR)**
  https://www.amar-bresil.net/
- **Attac France**
  https://france.attac.org/
- **Autres Brésils**
  https://www.autresbresils.net/
- **CCFD –Terre Solidaire**
  https://ccfd-terresolidaire.org/
- **Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (Cedetim)**
  https://www.reseau-ipam.org/
- **Centre d'étude du développement en Amérique Latine (CEDAL)**
- **Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID)**
  https://crid.asso.fr/
- **Comité des Amis des Sans Terre du Brésil**
  https://amisdumst-paris.wixsite.com/amisdumst
- **Comité de solidarité avec les Indiens des Amériques (CSIA-Nitassinan)**
  https://www.csia-nitassinan.org/
- **Emmaüs International**
  https://www.emmaus-international.org/fr/
- **France Amérique Latine (FAL)**
  https://www.franceameriquelatine.org/
- **Groupe International de Travail pour les Peuples Autochtones (GITPA)**
  http://www.gitpa.org/
- **Internet sans frontières**
  https://internetwithoutborders.org/
- **Planète Amazone**
  https://planeteamazone.org/
- **Red.br**
  https://red-br.com/
- **Secours Catholique - Caritas France**
  https://www.secours-catholique.org/

→ VIOLENCES CONTRE LES POPULATIONS

VIOLENCE CONTRE LES POPULATIONS NOIRES

→ **DEUX TIERS** des **673 614** personnes **privées de liberté** sont **NOIRES**.

→ En 2020, les **FORCES DE L'ORDRE** ont été **RESPONSABLES** de **12,8 %** de l'ensemble **des morts violentes intentionnelles** du pays.

→ **76,2 %** des personnes **ASSASSINÉES** au Brésil **SONT NOIRES.**

→ La **PROBABILITÉ** qu'une personne **NOIRE SOIT ASSASSINÉE** dans le pays est **2,6 FOIS PLUS ÉLEVÉE** que pour une personne non noire.

→ **78,9 %** des personnes **ASSASSINÉES** par les **FORCES D'ORDRE** au Brésil étaient **NOIRES**.

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

→ **37,9 %** **des FEMMES ont été VICTIMES d'un type d'HARCÈLEMENT SEXUEL en 2021**[1].

→ **1 FEMME SUR 4** **de plus de 16 ANS a été VICTIME d'un type de VIOLENCE ou agression en 2021.**

→ **En 2021, 1 FEMME est victime d'un VIOL toutes les 10 MINUTES**[2], ce qui correspond à un **TOTAL** de **56 098 FEMMES**, contre 53 726 femmes en 2018[3], soit une **AUGMENTATION** de **4,4 %** du nombre de victimes.

→ **1 319 FÉMINICIDES** étaient comptabilisés en **2021**[4], contre **1 206** en **2018**[5], soit une **AUGMENTATION** de **9,4 %** du nombre de victimes.

LGBTQI+

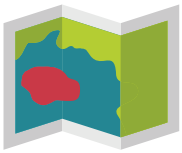
→ **74 %** des **BRÉSILIEN·NE·S** pensent que **L'HOMOSEXUALITÉ** « doit être **ACCEPTÉE** par la société » selon une étude de Datafolha en 2018.

→ **270.** C'est le nombre de **CANDIDATURES** de personnes **TRANS** et **TRAVESTIS** aux **élections municipales** de **2020**, un **RECORD MONDIAL**.

1. « Visible et invisible : la victimisation des femmes au Brésil », Forum Brésilien de Sécurité Publique 3e édition, 2021. - 2. Violence contre les femmes en 2021, Forum Brésilien de Sécurité Publique, 8 mars 2022. - 3. Annuaire Brésilien de Sécurité Publique 2019 (données de 2018), Forum Brésilien de Sécurité Publique. - 4. Violence contre les femmes en 2021, Forum Brésilien de Sécurité Publique, 8 mars 2022. - 5. Annuaire Brésilien de Sécurité Publique 2019 (données de 2018), Forum Brésilien de Sécurité Publique.

→ VIOLENCES CONTRE LES POPULATIONS

PEUPLES AUTOCHTONES



→ **0.**
C'est le nombre de **TERRES INDIGÈNES DÉMARQUÉES** par **Jair Bolsonaro** depuis **2019**.

→ **141 %.** C'est le taux d'**AUGMENTATION** des **INVASIONS ILLÉGALES** des **terres indigènes** depuis 2018.

VIOLATION DES DROITS HUMAINS ET RÉSISTANCE DES MIGRANTS AU BRÉSIL

→ **PLUS** de **30 DIRECTIVES** ont été publiées pour **RESTREINDRE** les **ENTRÉES** de **PERSONNES MIGRANTES**.

→ Les cas d'**EXPULSIONS** ont **AUGMENTÉ** de **5 708 %** entre 2019 et 2020.

→ En 2021, **1 285 PERSONNES** ont été **EXPULSÉES** du pays.

→ ATTEINTES AUX DROITS FONDAMENTAUX

ACCÈS À LA TERRE

+ 12,5 %

→ Entre **2018** et **2021**, le nombre de **CONFLITS** en **MILIEU RURAL** est passé de **1 547 À 1 768**, soit une **AUGMENTATION** de **12,5 %.**

→ **897 000 PERSONNES** ont été **TOUCHÉES** par les **CONFLITS** dans **LES CAMPAGNES** en 2021.

→ Le nombre de **MANIFESTATIONS** pour l'**ACCÈS À LA TERRE** a **AUGMENTÉ** de **257 %** entre 2018 et 2021.

→ La **SURFACE** du **TERRITOIRE BRÉSILIEN** concernée par les **CONFLITS** est passée de **39 millions d'ha** en 2018 à **71 millions d'ha** en 2021, soit une **AUGMENTATION** de **45 %**.

→ ATTEINTES AUX DROITS FONDAMENTAUX

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

→ La **FAIM** touchait **11 %** des **FAMILLES** dirigées par une **PERSONNE NOIRE**.

→ **55 %** de la **POPULATION BRÉSILIENNE** était en situation d'**INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE** en 2021.

→ **19 MILLIONS** de personnes **TOUCHÉES** par **LA FAIM : l'équivalent** de la population du **Chili** ou de la **Hongrie** et de la **République tchèque RÉUNIES**.

→ **66 %** des **FAMILLES** en situation d'**INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE** avaient une **PERSONNE NOIRE** à leur tête.

→ Fin 2020, près de **70 %** des **PERSONNES ENDETTÉES** le sont devenues **POUR ACHETER** de **LA NOURRITURE.**

→ Le **REVENU MENSUEL** moyen s'est **CONTRACTÉ** de **21,5 %** entre 2019 et 2021.

TRAVAIL

→ En 2021, le **TAUX** de **CHÔMAGE** était de **15 %**, ce qui équivaut à environ **9 MILLIONS D'HOMMES** et **DE FEMMES**.

→ Début **2022**, le **REVENU MOYEN** au pays **ÉTAIT** d'environ **430 EUROS**.

→ Plus de **38 MILLIONS** de personnes **SONT DANS L'INFORMALITÉ** en 2021, **SOIT 41 %** de la **population active totale**.

→ Entre 2019 et 2021, la **POPULATION ACTIVE** comptait **1,1 MILLION DE FEMMES DE MOINS**, passant de 47,5 millions à 46,3 millions.

→ Le **REVENU MOYEN** des **FEMMES** était de **MOINS** de **330 EUROS** en 2021, tandis que celui des **HOMMES** d'environ **410 EUROS**.

→ **1,1 MILLION DE FEMMES NOIRES** et **1,5 MILLION D'HOMMES NOIRS** n'ont **PAS RÉUSSI** à **RETROUVER** un **EMPLOI** depuis 2020.

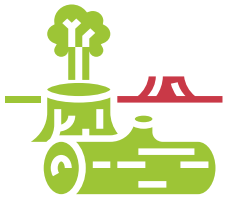
→ Les **TRAVAILLEURS NOIRS** reçoivent un peu **MOINS DE 60 %** du **REVENU** des **HOMMES BLANCS** et les **FEMMES NOIRES** seulement **55 %**.

→ ATTEINTES AUX DROITS FONDAMENTAUX

ENVIRONNEMENT

→ **17 %** de la **FORÊT AMAZONIENNE** est **DÉJÀ DÉTRUITE**. Si ce chiffre **DÉPASSE** les **25 %**, un **POINT DE NON-RETOUR** serait **ATTEINT** et le biome se transformerait en savane[6].

→ **LES INCENDIES** ont **AUGMENTÉ** de **324 %** dans la **RÉGION** du **PANTANAL** entre janvier et septembre 2019 par rapport à la même période de l'année précédente.



→ Entre 2019 et 2021, un peu plus que **l'équivalent** de **la SURFACE** de la **Belgique** a été **DÉFORESTÉE** en **Amazonie** [7].

EDUCATION

2015 → 2022

→ **3,45 MILLIARDS** de **REAIS** ont été investis dans l'éducation en **2022**, contre près de **20 MILLIARDS** en **2015** sous le gouvernement de Dilma Rousseff[8].

→ ESPACES DE DÉMOCRATIE

VIOLENCE POLITIQUE

→ Les **FEMMES POLITIQUES** sont **LA CIBLE** de **18 %** des cas d'**AGRESSIONS PHYSIQUES CONTRE DES ÉLU.E.S**, **31 %** des cas de **MENACES** et **76 %** des cas d'**OFFENSES**.

→ **1 / 513** est la **proportion D'ÉLU.E.S AUTOCHTONES** au Parlement brésilien.

VIOLENCE CONTRE LA LIBERTÉ DE PRESSE

→ De 2019 à 2022, les **ATTAQUES** contre des **PROFESSIONNEL.LES** de la **COMMUNICATION** et des **MÉDIAS** ont **augmenté** de **248,5 %**.

CULTURE

→ **93 %.** C'est le pourcentage de **DIMINUTION** des **CACHETS DES ARTISTES** avec la nouvelle loi Rouanet[9].

6. « An AmazonTipping Point:The Economic and Environmental Fallout », Inter-American Development Bank, juillet 2021. - 7. Projet de suivi de la déforestation en Amazonie légale (PRODES), de l'Institut National de Recherches Spatiales (INPE), dernières données actualisées le 19 novembre 2021. - 8. CAFARDO, Renata, art. cit. - 9. CUNHA, Gustavo. *O Globo*, art. cité.

COALITION SOLIDARITÉ BRÉSIL

Rejoignez-nous

« Vous êtes intéressé.e.s par l'action de la Coalition Solidarité Brésil et vous souhaitez participer à la campagne "Le Brésil résiste" pour faire entendre le cri d'alarme de la société civile brésilienne ?

Vous aussi, entrez en *Brésistance !* Inscrivez-vous sur le site lebresilresiste.org et retrouvez toutes les formes de mobilisation proposées. »

facebook.com/coalitionsolidaritebresil

La Brésistance !

lebresilresiste.org

Document conçu par la COALITION SOLIDARITÉ BRÉSIL **Juin 2022**

- **Comité éditorial :** Erika CAMPELO et Luc DUFFLES-ALDON (Autres Brésils), Floriane LOUVET et Martin WILLAUME (CCFD), Glauber SEZERINO (CRID), Luis URREGO et Walter PRYSTHON (Secours Catholique-Caritas France) et Elie PUCHERAL (Red).
- **Secrétaire de Rédaction :** Frédéric PEYLET
- **Illustrations :** Vincent DEVILLARD - The Noun Project
- **Maquette :** Direction Communication & Générosité - Secours Catholique-Caritas France - K.N.

- **Photos :**
  Midia Ninja : couverture, p. 5, 7, 15, 17, 18, 21, 27, 29, 31, 37, 42, 53, 56, 58, 61, 63.
  Beto Figueiroa : p. 35
  Brenda Baleiro / MST : p. 33
  Bruno Carrillo / Midia Ninja : p. 13
  Bruno Kelly / Amazônia Real : p. 39
  Mariana Cartaxo / Midia Ninja : p. 11
  Mari Stockler : p. 64
  MST Brasil : p. 47
  Natalia Hare / Midia Ninja : p. 23, 25
  Neziã Franklin : p. 9,
  Oruê Brasileiro : p. 44
  Pedro Biava : p. 50
  Sâmia Bonfim / Emancipa : p. 49
  La carte sur la déforestation en Amazonie (p. 41) a été produite par « Instituto socio-ambiental »

A tous et à toutes, nos remerciements pour avoir contribué à cette édition du Baromètre.

lebresilresiste.org